

# ZOOM



**Entrevue La**  
retraite de Claire  
L'Heureux-Dubé D 3

**Élections** Le prix  
des défusions D 5



Bien que le clavardage soit un moyen de communication fort récent, l'immense majorité des adolescents s'y adonnent.

## SOCIÉTÉ

# Donner sa langue au « chat »

### La langue de Molière en prend pour son rhume dans les séances de clavardage

■ L'arrivée d'Internet dans les foyers québécois a considérablement transformé les habitudes des ados : non seulement une partie du monde leur est devenue accessible avec quelques clics de souris, mais un nouveau moyen de communication, le clavardage, s'est imposé à eux. Activité relativement anodine, sauf si l'on ne prend garde aux prédateurs sexuels, le *chat* inquiète un nombre grandissant de professeurs et de parents qui craignent que le « mauvais » français qu'on y trouve ne vienne contaminer le « bon », déjà difficile à maîtriser.

**S**elon les humeurs des *chatters*, qui bavardent par l'intermédiaire de leur clavier sous un nom d'emprunt, « pourquoi » peut devenir « pkoï » ou simplement « pk », désolé « DSL », « c'est » cé. À cette orthographe aux allures phonétiques, ils intègrent des anglicismes comme LOL (*laughing out loud*), pour signifier qu'ils rigolent derrière leur écran, et insèrent, çà et là, des icônes ou de petits visages formés d'éléments typographiques afin de signifier le ton de leur intervention, tel le fameux *smiley* :-)) ou ses variantes tel le sourire en coin :P. On aura ainsi droit à des messages comme cette invitation lancée à la communauté virtuelle de Gaspé pour aller voir un spectacle rock dans la ville voisine de Bonaventure: « Si yen a ki veut pogner l'bus pr aller a bona vendredi swar o show d'anonymus :P ben donner votes nom reste encore dé places :P »

« C'est sûr que quand tu *chattes*, tu n'écris pas comme si tu avais un texte à faire, reconnaît Marc-Antoine Gosselin, un étudiant de deuxième secondaire au Petit Séminaire de Québec. C'est plus comme si c'était un travail bâclé. Moi, je ne connais qu'une personne qui écrit aussi bien sur le *chat* que sur papier et c'est ma mère! »

Marc-Antoine, qui a 13 ans, clavarde depuis maintenant trois ans. Il s'est intéressé au phénomène et, à la suite d'un petit sondage maison auprès de ses camarades, il a constaté que 95% des élèves de deuxième secondaire à

son école pratiquent le bavardage virtuel et que bon nombre des 5% restants ne le font pas simplement parce qu'ils n'y ont pas accès. Malgré le temps qu'il consacre à écrire dans un français approximatif, il ne croit pas que le *chat* ait une si grande influence sur la langue « conventionnelle ».

« C'est sûr que tu prends des habitudes, comme d'écrire "quoi de 9", ou "xtrême". L'idée, c'est de parler vite, alors tu y vas comme ça sonne. C'est bizarre parfois, je me relis et je ne comprends pas ce que j'ai voulu dire et d'autres fois, ça va tellement vite que je peux perdre le fil de la conversation! »

À la lecture des discussions qui ont cours dans les salles de clavardage, bien des puristes de la langue française risquent l'infarctus. Pas Lionel Meney. Le linguiste qui enseigne à l'Université Laval et qui est auteur du *Dictionnaire québécois français*, s'efforce d'analyser le phénomène sous ses moindres angles avant de se faire alarmiste.



Nicolas Houle  
Nhoule@lesoleil.com

« Dans la communication, il y a deux codes : un parlé, un écrit et chacun a ses règles, indique-t-il. Dans le *chat*, qui est une forme de conversation, on est dans le code parlé, mais on passe par l'intermédiaire du clavier, soit

de l'écrit. Les *chatters* doivent donc trouver un moyen pour transcrire une langue qui n'a pas d'oralité. Ce n'est pas un phénomène nouveau — Ducharme, Tremblay ou Deschamps



Le « chat » a beau être écrit, il demeure une forme de conversation. Les clavardeurs doivent donc « trouver un moyen pour transcrire une langue qui n'a pas d'oralité », dit le linguiste Lionel Meney pour expliquer l'orthographe débridée des séances de « chat ».

Voir « CHAT » en D 2  
Sortir du cocon Page D 2

Du 24 au 28 mars aura lieu à Québec la semaine Québec-Multilingue, une initiative de la Chambre de commerce de Québec destinée à sensibiliser les étudiants, entrepreneurs et citoyens à l'importance de maîtriser d'autres langues. Pour souligner l'événement, nous vous proposons ce portrait de l'anglais à Québec.

## Ces anglos de Québec

Il y a 12 000 à peu près, mais ce ne sont pas des anglophones comme les autres. Ils ont une façon bien à eux d'être à la fois « anglos » et Québécois pure laine.

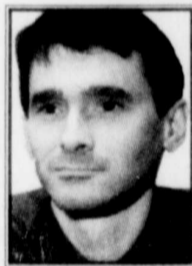
The *community* refuse de s'apitoyer sur son sort. Sa population continue de diminuer, c'est vrai, mais en même temps, elle regarde l'avenir avec optimisme.

En réalité, c'est difficile de parler d'une seule communauté. Tout d'abord parce que 22% des anglophones de Québec sont nés en dehors du Canada.

« Ici je suis perçu comme un anglophone, alors qu'en Ontario j'étais le Polonais », raconte Ian Warnke, géographe et démographe, qui suit de près l'évolution des communautés linguistiques.

Qui sont-ils nos concitoyens d'expression anglaise? Des travailleurs, des profs d'université, des retraités, des militaires, des gens d'affaires. Les plus vieux ont vécu ici de génération en génération, les nouveaux venus, eux, sont ici parce qu'ils sont tombés amoureux — avec quelqu'un ou avec la ville — ou parce qu'ils ont suivi un conjoint qui s'est trouvé un emploi. Et souvent, ils sont même venus ici sans trop savoir pourquoi, constate Jennifer Alexander, qui s'occupe, pour l'organisme Voice of English Speaking Québec (VEQ), de rencontrer les nouveaux arrivants, de leur faire connaître les services disponibles.

« Les gens qui s'adressent à nous ne travaillent pas dans la haute technologie. Ils n'ont pas d'emploi et la majorité sont venus ici presque impulsivement. »



Pierre Asselin

### POINTS D'ANCRAGE

Les anglos de Québec ne se retrouvent pas autour d'un quartier ou d'une ville. Ils sont dispersés partout sur le territoire, Rive Nord comme Rive Sud. Ce sont les services et les moyens de communication qui leur servent de point d'ancrage.

Le Holland Center, d'abord, juste à côté du Jeffery Hale, ou l'émission du matin de CBC, animée par Tim Belford; la résidence Saint-Brigid's pour personnes âgées; le *Chronicle Telegraph* et une dizaine d'églises, de six confessions différentes.

D'après Karen MacDonald, directrice de la station Global à Québec et aussi propriétaire de l'hebdomadaire *Québec Chronicle-Telegraph* (dont la création remonte à 1764), la communauté a toujours été alimentée par une forte migration. « A 25 ans, se rappelle-t-elle, j'étais membre de la University Women's Club, et sur 50 membres, j'étais la seule originaire de Québec. »

Elle est devenue propriétaire du *Chronicle* par amour de l'histoire, dit-elle. « C'est le véhicule le plus visible et identifiable à la communauté, et c'est un outil de communication indépendant qui n'appartient à aucune organisation. » Le tirage se maintient aux environs de 2000 exemplaires et il serait lu par 6000 personnes, soit à peu près la moitié de la communauté. Ses bureaux sont aménagés à même la maison familiale et le journal est produit par une petite équipe de cinq employés.

Le doyen de la cathédrale anglicane Holy Trinity, située dans le Vieux-Québec, est le Très Révérend Walter Raymond, un natif de la Californie qui avait quitté son pays à l'époque de la guerre du Vietnam. Il y a, à Québec, trois paroisses anglicanes, et 10 églises dans les régions de Québec et Chaudière-Appalaches.

En campagne, souligne le pasteur, ce sont surtout des aînés qui assistent aux messes, alors qu'à Québec, il y a beaucoup de jeunes couples parmi la centaine de personnes qui se rendent dans cette magnifique petite cathédrale, située tout près du Château Frontenac, et qui célébrera ses 200 ans en 2004.

D'après lui, malgré sa taille, la communauté anglophone est un groupe dynamique. « Ce qu'on a, c'est en réalité une nouvelle communauté, très diverse, composée de gens qui ont fait le choix de vivre dans un milieu francophone, qui sont bien chez eux. »

Tous ceux qui, francos ou anglos, se réveillent le matin au son de la CBC connaissent par ailleurs la voix familière de Tim Belford, qui anime cette émission depuis maintenant 13 ans. Il croit que Québec est la communauté la plus ajustée de toute la province. « Si vous parlez anglais à Québec, les gens pensent automatiquement que vous devez être un touriste. »

Vu de l'extérieur, l'héritage anglais de Québec est invisible. « Avant d'arriver ici, raconte l'animateur, je n'étais pas conscient de la profondeur des racines de cette communauté. Les anglais d'ici sont très *low key* (discrets) mais ils sont aussi à l'aise dans une communauté linguistique que dans l'autre. »

S'il y en a un qui tient à mettre en évidence cet héritage c'est le maire de Québec, Jean-Paul Allier. « C'est une question de respect historique », explique-t-il, en citant l'aménagement de la place des Irlandais, de la chaussée des Écossais, et le projet de restauration du Morrin College, où se trouve la bibliothèque de la Literary and Historical Society, pour en faire un centre culturel, une idée qu'il avait lancée il y a une dizaine d'années.

« On se doit de ne pas oublier l'importance du rôle qu'ils ont joué dans l'histoire de Québec », dit-il, en rappelant qu'outre les Anglais, les Écossais ont joué un grand rôle dans le commerce alors qu'une grande partie de la main-d'œuvre était irlandaise.

De nos jours, le métier naturel pour un anglophone qui arrive à Québec et qui n'a pas d'emploi, c'est d'enseigner... l'anglais. Ils sont ainsi des centaines qui vont d'une école à l'autre. Aux Ateliers de conversation anglaise, les

Ils sont  
dispersés  
partout sur  
le territoire  
de la ville

Voir ANGLOS en D 2

Les francos envahissent les écoles anglaises Page D 2

## Star Académie

## J'aime

Aujourd'hui, je prends mon courage à deux mains et je le clame haut et fort: j'aime *Star Académie*. J'entends déjà certains lecteurs crier à la « quêtinerie » et au ridicule, mais laissez-moi le temps de m'expliquer.

Depuis des semaines, il n'y a pas un café ou un supermarché qui n'a pas entendu ses clients livrer leurs états d'âme sur l'un des participants. Jamais une émission de télévision n'a fait autant jaser dans les chaumières. L'épidémie *Star Académie*.



Guillaume Dumas  
GDumas@lesoleil.com

Je suis l'un de ceux qui se rivent au petit écran cinq soirs par semaine. Je me suis laissé prendre au piège et je prends un malin plaisir à regarder les tribulations quotidiennes des académiciens. Voyeurisme refoulé? Peut-être.

Désir de voir autre chose que des téléromans redondants depuis 10 ans signés Payette et Larouche? Certainement.

D'accord, *Star Académie* a ses défauts. Mais il est tellement facile et lâche de les exploiter pour camoufler sa honte de suivre une émission qualifiée de « populaire ». Je vous en prie, outrepassons les tactiques de marketing douteuses de Québec et l'anémique animation de Julie Snyder. On mise peut-être trop sur la personnalité au détriment du talent, mais n'oublions pas que

c'est du *show*. Du *show-business*. De la télévision. Du divertissement.

Au cours d'un séjour professionnel en France, j'avais regardé la toute première édition du concept et j'étais resté un brin sur mon appétit. Intrigues montées de toutes pièces. Beaucoup moins de talent qu'au Québec. Bref, du sensationnalisme comme l'Hexagone sait le faire.

Chez nous, la majorité des candidats ont du potentiel et sont bien entourés. *Star Académie* est une belle vitrine pour ces artistes en devenir et pour la chanson québécoise et française en général.

J'aime voir les fruits de leurs efforts soutenus lorsqu'ils s'emparent de la scène le dimanche soir venu. J'adore voir la gamme d'émotions que traversent les académiciens au quotidien. Je me marre à chacune des farfelues et grivoises répliques du coloré Stéphane!

Je concède que le concept *Star Académie* n'a rien d'intellectuel et c'est tant mieux.

Il n'y a que la douce naïveté des aspirantes étoiles.

Étrangement, personne ou presque ne se targue de regarder le bébé de TVA. Pourtant, plus de 2,4 millions de téléspectateurs ont assisté au départ de Dave dimanche dernier. Mais où est passé tout ce monde qui avait quelque chose à raconter?

## J'aime pas

Non, je n'aime pas *Star Académie*. A vrai dire, je déteste cette plaie d'émissions télévisées qui se multiplient comme des coquerelles depuis les premiers *Big Brother*, *Survivor*, *Loft Story* et autres formules pour voyeurs en mal de divertissement!

Je serais même portée à haïr *Star Académie* plus que les autres parce qu'elle vient prouver que nous, les Québécois, ne sommes pas plus intelligents que la masse des Américains, des Britanniques et des Français télévores incapables de frétiller autrement qu'en regardant dans les bobettes des autres.

Je ne comprends pas le plaisir qu'on peut avoir à épier, soir après soir, un groupe de gars et de filles que l'Empire Québec oblige à vivre ensemble, comme des pensionnaires, pendant des semaines. Je trouve malsain que ces jeunes-là fassent déjà si bon

marché de leur droit à l'intimité dans l'espoir d'une très infime chance d'être la prochaine Céline Dion ou le futur Garou. Et je me sens gênée devant mon téléviseur quand je regarde le bon public en salle du « gala » du dimanche soir applaudir à tout rompre un Dave qui fausse ou



Andrée Roy  
ARoy@lesoleil.com

une Emily qui s'entête à chanter deux tons trop bas.

Faut-il que 2,3 millions de téléspectateurs québécois aient du temps à perdre pour s'extasier, chaque dimanche, de niaiseries de collégiens comme le récit de la semaine de Wilfred, qui « a été mis en danger » parce qu'il s'enuyait trop de sa blonde, ou des confidences du compagnon de chambre de Stéphane, l'« étalon » de Normétal, à l'effet que ce dernier « est toujours au garde-à-vous » dans sa douche!

Télé-réalité, mon œil! Ce que j'attends de la télévision, c'est un produit autrement mieux préparé et présenté que ces soirées d'amateurs animées par une Julie Snyder qui se tortille en gloussant comme une fausse ingénue aux moindres propos de ses mâles futures stars. Une Julie qui semble avoir laissé en France tous ses talents pour se contenter, aujourd'hui, d'être une reine de la plogue et de l'insignifiance.

Non, je n'aime pas *Star Académie*. Et je n'aime pas le message que cette émission véhicule. Je crois encore qu'il n'est pas nécessaire à un jeune qui a du talent de se livrer ainsi en pâture pour réussir. Et je crois aussi que nous nous porterions tous beaucoup mieux à observer et à écouter nos proches — nos enfants notamment — qu'à passer des heures devant la télé ou l'ordinateur à faire du voyeurisme aux dépens de jeunes qui croient à la pensée magique générée par Dieu le fils Péleadeau.

Et pour ceux qui sont comme moi... allez faire un tour à [www.anti-staracademie.fr.fm/](http://www.anti-staracademie.fr.fm/).

Voyeurisme refoulé? Peut-être bien...



## « CHAT »

Suite de la D 1

ont déjà essayé de rendre le français parlé à l'écrit —, sauf que maintenant, ça touche des milliers de gens.

Le chercheur observe que dans un clavardage, les interlocuteurs doivent suivre un certain rythme pour que la conversation se poursuive. Dès lors, les coquilles se glissent et le temps dévot à la correction est évacué. C'est pourquoi personne ne se formalise de la qualité du français durant ces sessions de « parlé-écrit », comme certains les qualifient. Cependant, à force d'utiliser des raccourcis langagiers, des icônes ou des abréviations, les *chatters* sont en train de créer leur propre argot. M. Meney aime à rappeler que l'orthographe française telle qu'on la connaît aujourd'hui a mis beaucoup de temps avant de se figer. La forme langagière préconisée dans les salles de clavardage pourrait donc être dans une période de prénormalisation et pourrait un jour trouver toutes ses règles.

Ce nouveau code pourrait-il nuire au bon français des férus du cyberbavardage?

« C'est un nouveau moyen de communication qui impose des contraintes et qui donne de nouveaux moyens. Mais ces jeunes-là, dans une situation différente, comprennent qu'il y a une autre façon d'écrire. Sauf ceux qui, de toute façon, ne mal-

trisent pas l'orthographe. Et ça, c'est antérieur à Internet. »

## MESURES RÉPRESSIVES

Bien qu'il n'existe aucune statistique démontrant l'influence que peut avoir la pratique du clavardage sur la qualité du français écrit chez les jeunes, plusieurs écoles, après avoir permis le *chat*, l'ont interdit. C'a été le cas à l'école Joseph-François-Perreault, où aujourd'hui les discussions virtuelles ne sont permises qu'à des fins pédagogiques et se déroulent sous la surveillance de brigadiers.

## Plusieurs écoles, après avoir permis le « chat », l'ont interdit

« La première année que nous avions permis le *chat*, c'était l'enfer, se rappelle l'enseignante d'informatique, Miriam Rodriguez. On n'avait pas le contrôle, la qualité de la langue n'était pas bonne et les sujets de conversation ne correspondaient pas aux valeurs de l'école. On a réglé ça en installant des filtres pour empêcher le clavardage. »

## PETIT SÉMINAIRE

Au Petit Séminaire de Québec, on a également interdit le *chat* aux élèves. Là non plus on ne détient pas de données officielles démontrant des corrélations entre la qualité du fran-

çais et l'intérêt pour le clavardage, mais le professeur Nelson Aubin, qui œuvre à l'institution depuis 15 ans, a néanmoins mené sa petite enquête. À travers des travaux écrits, notamment, il a interrogé ses élèves sur leurs intérêts pour le chat, il leur a même demandé d'écrire un travail dans la langue codée qu'ils utilisent. Sans prétendre détenir des données scientifiques, l'enseignant a observé des tendances.

« Je crois que le clavardage influence la qualité du français chez les élèves les moins forts, dit-il. Ils ont du mal à développer des mécanismes d'auto-correction et ils y vont davantage avec une langue phonétique. Je me suis rendu compte aussi que plusieurs élèves font du clavardage, mais à la demande des parents, ils en font moins. Peut-être qu'ils ont besoin de plus de temps pour leurs études. »

## FRANÇAIS MALTRAITÉ

Or, s'il est vrai que le temps consacré au clavardage se fait souvent au détriment des devoirs et, par conséquent, de l'apprentissage du français, il reste qu'une constante demeure: tous les élèves, sans exception, maltraitent le français durant une cyberconversation. Et ça, ça ne semble pas près de changer...

« Pour eux, le but est le message en tant que tel et non la forme, affirme M. Aubin. Aucun élève, même les meilleurs, n'écrira bien durant un *chat*. C'est comme une mode, comme si ce n'était pas in de le faire. »

## Sortir du cocon

Le clavardage aide les ados à s'émanciper des références familiales

Plus qu'un simple phénomène de mode, le *chat* s'est carrément ancré dans le quotidien des jeunes depuis six ans au point de devenir parfois une nécessité. Certains se donnent rendez-vous de façon ponctuelle, d'autres préfèrent établir un contact sans connaître leurs interlocuteurs, mais tous s'adressent à leurs pairs pour mieux se positionner dans la société et dans leur milieu.

« L'un des grands mythes du *chat*, c'est celui de la communication universelle, affirme le chercheur Luc Giroux, de l'Université de Montréal. C'est en fait avec les gens de l'environnement immédiat que les jeunes *chatter*. Avec un Français ou un Belge, il n'y a pas de contacts plus étroits de possibles. Dès que la fascination est passée, le plaisir disparaît. »

Avec trois de ses collègues, M. Giroux a consacré une importante étude au clavardage intitulée *Les jeunes Québécois et Internet: représentation, utilisation et appropriation*. Il affirme que le *chat* demeure encore aujourd'hui l'une des activités les plus prisées dans le Net, en particulier au Canada, qui est le pays ayant connu le plus haut taux de pénétration des micro-ordinateurs. En 1999, ce taux était de 60% et aujourd'hui, selon le professeur en communications, il avoisine les 75%. Si bien qu'un ado de 13 ans qui n'a jamais *chatté* ou surfé sur Internet au Québec est presque un extraterrestre.

Pour les jeunes, consacrer une ou deux heures au clavardage sur une base quotidienne n'est pas rare. Pourtant, les discussions qui les animent — et qui ont valu à l'activité d'être qualifiée de *cybermarivaudage* — sont sans grande substance. D'ailleurs, les *chatters* changent généralement d'interlocuteur aux 15 minutes.

« Il y a toutes sortes de choses qui les fascinent et qui les amènent à *chatter*, affirme M. Giroux. Le fait de flirter avec l'interdit en est une. Par exemple, il n'est pas rare que deux filles s'amuse à draguer des garçons sous leurs pseudonymes durant un *chat* et se parlent en même temps par téléphone en rigolant de leur interlocuteur virtuel. »

Le clavardage ne brille peut-être pas par la profondeur de ses discussions, mais il n'en remplit pas moins un rôle. En effet, pour la plupart des ados, c'est un moyen de forger leur identité.

« Il s'écrit beaucoup pour ne pas savoir grand-chose finalement, mais ça établit des liens entre les personnes et ça laisse tomber les préjugés liés à l'image, affirme le profes-

seur Nelson Aubin, du Petit Séminaire. Les jeunes parlent de musique, de leurs loisirs et très peu de la famille. Ça leur permet de vérifier s'ils sont à la mode et de répondre à leurs questionnements sur leur personnalité. Leurs références ne sont plus familiales, elles proviennent des amis avec lesquels ils clavardent. »

Le linguiste Lionel Meney est du même avis. Il fait remarquer que l'orthographe débridée du *chat* devient en quelque sorte une façon de transgresser les règles en toute quiétude, d'écrire sans être jugé. Quant à la langue codée, elle devient celle des ados, que les adultes ne comprennent pas ou comprennent mal.

« Le clavardage, c'est un espace de liberté, puisque tous y sont anonymes. Mais il manque l'essentiel de la communication: la dimension physique. Dans la communication habituellement, on sait à qui l'on a affaire, on voit ou on entend l'interlocuteur, tandis qu'avec le *chat*, on ne voit personne. Il y a un côté paradoxal, parce que ça témoigne d'un besoin de communiquer, mais c'est une communication masquée. En même temps, grâce à ce masque, on peut dire des choses que l'on ne pourrait pas dire. »

## PLUS QU'UNE CONVERSATION

Du haut de ses 13 ans, Marc-Antoine Gosselin confirme un peu les propos des chercheurs qui ont réfléchi sur le clavardage. Il n'est pas de ceux qui *chatter* avec des inconnus. Il a son réseau d'amis virtuel, qui frôle les 80 personnes, et ce n'est qu'avec eux qu'il communique. Pour lui, le clavardage a notamment été un moyen de garder contact avec des amis avec lesquels il aurait perdu contact autrement, en raison d'un récent déménagement.

Entre le téléphone et le *chat*, sa préférence va au second.

« Quand t'es sur l'ordinateur, tu penses plus et tu peux faire plus de choses en même temps, sinon c'est une conversation plate. Clavarder, tu peux faire ça une heure ou deux, tandis qu'une heure au téléphone, c'est long et tu monopolises la ligne. »

Et aujourd'hui, le *chat*, il pourrait s'en passer? « C'est agréable à avoir et si demain ça plantait, ça me ferait quelque chose, admet-il. C'est un outil, c'est une carte de plus dans ton jeu. Le soir en revenant de l'école, c'est agréable. Tu fais tes devoirs, puis tu décompresses un peu en *chattant*... » N.H.

## Les francos envahissent les écoles anglaises

Le nombre d'anglophones continue de baisser à Québec, mais alors, pourquoi est-ce que leurs écoles continuent de se remplir?

Le dernier recensement indique que la population anglophone a diminué de 14% dans la région 03 entre 1991 et 2001. Leur nombre est passé sous la barre des 10 000, soit près de 3% de la population, indique Ian Warnke, professeur de géographie au cégep Saint-Lawrence et le spécialiste à Québec de l'évolution démographique de notre communauté anglophone.

« Je suis moi-même en train d'être assimilé, et ça ne fait pas mal, blague-t-il. On ne perd pas son sentiment d'appartenance pour autant. »

Ce groupe dépend largement des migrations. Entre 10 et 15% des anglophones ne sont arrivés ici que depuis le dernier recensement, alors qu'à peine 2% de francophones arrivaient de l'extérieur de la région à la même période. « Si ce n'était pas de la migration, observe M. Warnke, la communauté disparaîtrait. On est en train de devenir un groupe linguistique plutôt qu'une communauté. »

En même temps, la clientèle de la commission scolaire Central Québec est en croissance. Au point où, l'an prochain, elle aménagera une quatrième école anglophone sur le territoire de Québec, dans les locaux de l'école Nouvelle-vie.

Et la majorité de ses élèves sont des... francophones.

Il y a plusieurs raisons à cela. Selon le directeur général de la commission scolaire, John Cyr, les anglophones qui quittent la région après avoir élevé leur famille sont remplacés par des jeunes couples qui viennent s'établir ici.

D'après l'animatrice Karen MacDonald, la loi 63 du gouvernement Bourassa avait permis à un grand nombre de francophones d'étudier en anglais au primaire, et aujourd'hui, ceux-ci peuvent désormais envoyer leurs propres enfants à l'école anglaise.

Il y a enfin le nombre élevé de mariages mixtes à Québec, où 43% des anglophones ont un conjoint francophone, ce qui multiplie le nombre de familles ayant droit à l'enseignement en anglais. « Dans une maternelle, sur 20 enfants, vous pouvez en trouver 15 qui ne parlent pas anglais du tout à leur arrivée, indique John Cyr. Ce n'est pas seulement à Québec, c'est dans toute la province, à l'exception de Montréal. Vers le mois de janvier, ces enfants sont déjà capables de fonctionner en anglais. »

## ANGLOS

Suite de la D 1

trois quarts des enseignants sont de nouveaux arrivants, indique le propriétaire, Peter Vaughan.

M. Vaughan fête cette année ses 30 ans de vie à Québec. Ce sympathique personnage était venu ici apprendre le français grâce à une bourse du journal *Globe and Mail*. Le Québécois d'adoption, dont aucun accent ne trahirait la langue d'origine, se rappelle avec délectation une rencontre qu'il avait eue en 1976

Mais tous les groupes d'âge doivent s'adapter à une nouvelle réalité, observe le directeur du Holland Center, Richard Walling, une institution qui est devenue en quelques années le cœur de la communauté.

Elle a tissé un réseau en obtenant des ressources du Centre jeunesse, du CLSC Haute-Ville, de l'hôpital Jeffery Hale et de la résidence St-Brigid's pour offrir un service unique au Québec.

Le Holland Center a par exemple développé un centre de jour... itinérant. Aucune clientèle d'un territoire de CLSC n'aurait justifié la création de ce service, explique le directeur, mais en considérant l'ensemble de la région, on pouvait imaginer une approche originale.

« On est devenu un petit CLSC, mais ce sont les employés de nos partenaires qui travaillent chez nous », dit-il. Comme ça, les organisations gardent leur responsabilité vis-à-vis la clientèle anglophone.

« Je pense que le défi pour la région c'est d'éviter la perte de l'anglais. Mon père avait 12 frères et sœurs et aujourd'hui, la moitié de mes cousins ne parlent plus anglais du tout. »

Voice of English Speaking Québec a récemment organisé un forum pour envisager l'avenir. « On voulait se demander où l'on veut être dans cinq ans. Il faut inciter les gens à rêver un peu si on veut être capable de bâtir quelque chose », affirme M. Walling.

C'est d'ailleurs son épouse, Helen, qui dirige VEQ (et non pas « le » VEQ...).

« Ce qui est ressorti, c'est le manque de visibilité de notre communauté. Il a déjà été question de bâtir un centre communautaire, mais cette idée a été rejetée. Les gens ne veulent pas d'un ghetto, mais ils veulent que nos institutions soient plus visibles. »

VEQ a donc obtenu des fonds pour installer des affiches identifiant une dizaine de bâtisses comme membres du réseau communautaire anglophone. On songe à créer un événement annuel qui remplacera le traditionnel Fall Fest, abandonné voilà quelques années. Helen Walling voudrait que l'événement s'inscrive dans la Semaine de la culture afin d'être plus visible pour le public francophone.

Enfin, le Forum a mis en évidence la nécessité de faire plus de recherche pour connaître les raisons pour lesquelles les jeunes anglophones quittent la région et les façons d'en garder un plus grand nombre ici. P.A.



Richard Walling, Helen Walling et Jennifer Alexander

avec Pierre Elliot Trudeau. L'ex-premier ministre était impressionné par tant de bonne volonté de la part d'un anglophone, jusqu'à ce qu'il lui annonce fièrement qu'il avait voté pour le PQ.

Il a ouvert son école de langues il y a 20 ans et, en 1986, il a fondé La Maison anglaise, seule librairie 100% anglaise de la ville, aujourd'hui située Place de la Cité.

« Je n'ai jamais fréquenté la *gang* (anglophone), je n'en voyais vraiment pas la nécessité. Je suis un anglo dans un bain québécois, conclus-il, et j'aime ça. »

# La futilité du quotidien

Depuis trois jours, dites-moi sérieusement, avez-vous le goût d'entendre parler de défusions municipales, de conciliation travail-famille, des crises existentielles de la gang de Star Académie? Et le contrat de Patrice Brisebois, ça vous dit quoi? Et le virage à droite sur feu rouge? Et la soirée des Oscars? Et le show de Céline à Vegas?

Moi, ça ne me dit rien, rien pantoute. Vous ne me croyez pas? Vous avez raison, votre scepticisme vous honore. Il y a les Oscars, c'est vrai, juste un peu, à cause d'un pari de bureau. Je m'y intéresse, juste un peu, mais pour de plates considérations: si *Chicago* fait patate, les carottes sont cuites, je viens de perdre cinq dollars.

Je disais donc, à part les Oscars, et encore, tout ce qui se passe ailleurs qu'en Irak me laisse plutôt froid depuis trois jours. Je suis dans une sorte d'état second et ce n'est pas le Nebraska ou le Dakota du Nord. Tout me semble futile et banal. Je traverse le quotidien habité par une étrange sensation, une sorte d'engourdissement et d'inquiétude diffuse comme chaque fois qu'il arrive quelque chose de gros dans le monde, quelque chose qui nous dépasse.

Si vous êtes comme moi, vous avez peut-être aussi le sommeil plus léger. Au réveil, la première réaction est de se demander ce qui s'est passé durant la nuit. On allume la télé. Ouf! Les minarets de Bagdad sont toujours debout, c'est rassurant. Jeudi matin, à la radio de Radio-Canada, *ploguée* le temps d'un matin historique sur René-Homier Roy, Pauline Martin annonçait le temps qu'il faisait à Bagdad: beau et sec, pas trop de vent, pas de tempête de sable à l'horizon, la journée idéale quoi, pour mourir au nom de Dieu ou d'Allah, c'est selon.

Jeudi, vendredi, aujourd'hui, les journées passent, on fait ses petites affaires, mais toujours cette étrange impression de futilité du quotidien et d'inquiétude qui vous suit partout. C'était le cas le 11 septembre et dans les jours qui ont suivi, c'est le cas depuis mercredi soir. On a hâte que ça passe.

Et ça finit par passer, c'est une histoire de quelques jours, pas besoin d'aller consulter son médecin. Le quotidien reprend vite ses droits. Tranquillement, ce qui était futile ne l'est plus tout à fait. On recommence à faire semblant de s'intéresser à la vie et à son enrobage. Quoi? Le débat des chefs ne se tiendra pas à Québec? Maudit, encore Montréal qui a gagné.

Le beau-frère va revenir de vacances du Mexique et vous rirez, pas trop, juste ce qu'il faut pour être poli, lorsqu'il vous racontera qu'il a attrapé la turista. Vous serez assis dans son salon, à l'écouter. À côté de lui, la télé sera peut-être ouverte. Il n'y aura pas de son. Vous ne remarquerez même plus les images en direct de Bagdad. Si ça se trouve, je parie que vous allez vous remettre à chialer contre Patrice Brisebois.

Doize ans après la guerre du Golfe, un autre Bush veut donc botter le cul à Saddam Hussein. Encore une occasion pour les Arabes de rigoler d'un jeu de mots. En arabe, *bosh* signifie «rien». Comme dans rien de nouveau, rien à si-



Normand Provencher

NProvencher@lesoleil.com

gnaler, rien d'intéressant à dire, *bosh*.

Comme c'était le cas en 1991, les journalistes doivent déployer des trésors d'ingéniosité pour tenir l'antenne en direct, alors qu'il ne se passe rien. Un reporter de Radio-Canada disait, jeudi, qu'il avait eu vent d'endroits en Irak où l'on avait entendu des coups de feu. Des coups de feu! En pleine guerre! Ça parle au diable! Il se pourrait même qu'il y ait des morts, mais je le dis sous toute réserve, j'attends qu'on le confirme à la télé.

\*\*\*\*\*

Le début de cette guerre m'a ramené 12 ans en arrière. À l'époque, je n'étais pas dans mon salon. LE SOLEIL m'avait dépêché pour couvrir le conflit depuis Bahrein, une île située à 25 km de l'Arabie Saoudite, où les forces armées canadiennes avaient installé leur quartier général. Comme tout le monde, j'avais vu à CNN le ciel de Bagdad s'illuminer, le premier soir des bombardements, comme dans une version macabre du 4 juillet. À l'époque, tout le monde écoutait CNN. Rien de nouveau, *bosh*, l'histoire se répète.

De cette expérience, il me reste des *flashes* et des impressions, rien de tangible. Mis bout à bout, ça pourrait faire un film, quelque chose qui ressemblerait à du Robe-Grillet. Resterait seulement à trouver une fin plus palpitante qu'un retour à Québec sous la pluie, dans un Dash 8 d'Air Nova.

Parmi ces *flashes*, une promenade pour me rendre au QG de l'armée canadienne, le soir du dé-

clenchement de la guerre. C'était au milieu de nulle part, en pleine nuit, au bout de la Brown Root Road, dans le port de Manama. Mon taxi ne m'avait pas attendu, j'avais dû revenir sur le pouce. Un Koweïtien m'avait reconduit jusqu'à mon hôtel, merci Allah.

Je me souviens aussi des messages d'urgence de Radio-Bahrein, précédés d'une ouverture musicale apocalyptique, tirée d'une pièce classique dont j'oublie le nom. Une voix féminine, anglaise et flegmatique, entonnait son boniment chaque fois qu'un missile Seud irakien se dirigeait vers Bahrein. «Nous venons d'être avertis par le directeur de la Sécurité civile que les sirènes d'alerte résonnent à Bahrein, indiquant un danger imminent. Nous vous demandons de rester calme, de demeurer à la maison ou dans un endroit sécuritaire.»

J'ai souvenir encore de cette visite à l'ambassade canadienne. Un sergent du Royal 22<sup>e</sup> Régiment, Gilles Fortin, expliquait aux ressortissants la façon de mettre un masque à gaz. Neuf secondes, *top chrono*, en cas d'attaque à l'arme chimique. Il avait expliqué à des parents qu'ils pourraient peut-être s'en sortir, mais que pour leurs enfants, désolé, il n'y avait pas de masques pour eux. Comprendre: pourquoi ne quittez-vous pas Bahrein avec eux, espèces d'idiot, pendant qu'il est encore temps...

Je me souviens du brouillard dans ma tête. Trois nuits blanches d'affilée, ça use son homme. Trois nuits à ne pas dormir de peur de manquer quelque chose ou de se réveiller sous les décombres de son hôtel.

Je me souviens aussi de cet Arabe, croisé sur la rue, le soir du déclenchement de la guerre. «On dirait que Saddam a des ennuis...», m'avait-il lancé, un grand sourire dans le visage.

Tu l'as dit l'ami. Et encore plus aujourd'hui...

## ENTREVUE

# Pas de retraite pour les idéaux

Ancienne juge à la Cour suprême, Claire L'Heureux-Dubé n'a rien perdu de la flamme qui a fait d'elle une pionnière

On l'imaginerait dure et austère, elle qui fut pionnière dans la magistrature et championne de la dissidence à la Cour suprême du Canada au cours des 15 dernières années. Mais elle est tout sourire, belle et pétillante comme on aimerait l'être encore à 76 ans. Son tempérament de «batailleuse», qui apparaît bien quelque part dans ses yeux vifs, n'enlève rien à sa chaleur.

Retraitee hyperactive depuis l'été dernier, Claire L'Heureux-Dubé occupe aujourd'hui un petit bureau à la faculté de droit de l'Université Laval, où elle «adore» rencontrer des étudiants. Eux qui veulent encore changer le monde...



Valérie Lesage

VLesage@lesoleil.com

Une volonté apparemment restée intacte chez elle malgré tout le temps qui s'est écoulé depuis la fin de ses études en droit, en 1952. Éprise de justice sociale, l'ex-juge s'est surtout imposée pour faire respecter le droit à l'égalité. Sa vision est que le droit «est fait pour les gens qui n'ont pas de pouvoir». Les victimes, les pauvres, les handicapés, par exemple.

Cette conscience pour les notions d'égalité sera au cœur des discussions aujourd'hui, en cette dernière journée de la Conférence internationale Claire L'Heureux-Dubé, tenue au Château Frontenac. Un événement-hommage aux idées qu'elles a développées comme juge et qui ont circulé à travers le monde. Un exemple? On s'inspire de ses positions jusqu'en Afrique du Sud pour interpréter le droit à l'égalité inscrit dans la nouvelle Constitution du pays, gravement marqué par les injustices raciales.

M<sup>me</sup> L'Heureux-Dubé a développé très tôt dans sa vie une sensibilité aiguë face aux inégalités. À travers des épreuves personnelles. D'abord, il y a eu sa mère, atteinte de sclérose en plaques avant ses 30 ans et longtemps clouée à une chaise roulante.

«Ça nous rend très sensibles aux problèmes des gens qui sont malades ou qui sont handicapés. Ça transparait certainement dans notre façon de voir les choses.»

Cette mère malade, qui a élevé seule ses quatre filles pendant la Seconde Guerre mondiale et puis, plus tard, après une séparation, a eu une



Retraitee hyperactive depuis l'été dernier, Claire L'Heureux-Dubé occupe aujourd'hui un petit bureau à la faculté de droit de l'Université Laval, où elle «adore» rencontrer des étudiants. Eux qui veulent encore changer le monde...

influence profonde. «Pour elle, c'était jamais juste et il fallait se battre pour la justice!»

C'est ainsi que Claire L'Heureux-Dubé est devenue une des premières femmes à entrer à la faculté de droit de l'Université Laval. Un choix qui exigeait beaucoup de volonté et de courage à l'époque.

«J'ai été à même de constater la discrimination contre les femmes dans ma pratique et même à l'université. Les gens n'acceptaient pas tout à fait que les femmes soient sur les bancs de la faculté. Et puis les avocats ne nous embauchaient pas parce que leur clientèle, disaient-ils, n'aimerait pas travailler avec les femmes. Ça a beaucoup changé, heureusement. Même si ce n'est pas parfait...»

La jeune avocate a d'abord pratiqué dans une étude juridique en basse ville de Québec. Elle est devenue une spécialiste du droit matrimonial, un peu «par hasard», dit-elle.

«À ce moment, il n'était pas ques-

tion pour une femme d'avoir un plan de carrière. On pouvait à peine gagner notre vie. Imaginer qu'on deviendrait juge, c'était absolument impensable!»

**«Je crois que les dissidences sont très utiles parce qu'elles font réfléchir à un autre point de vue et souvent, ça fait avancer le droit»**

Un seul avocat, Jean Turgeon, s'occupait des causes familiales à Québec dans les années 60. Quand il a été nommé à la Cour d'appel, Claire L'Heureux-Dubé a en quelque sorte hérité de sa clientèle.

«J'ai le sentiment que les femmes aiment avoir une avocate. J'avais aussi la réputation de ne pas charger cher, ce qui les attirait encore plus, probablement!»

La Loi sur le divorce arrive en 1968, le Barreau lui demande de prononcer une conférence à un congrès, et la voilà devenue «experte».

«J'ai fini par avoir le déluge sur les bras et je me suis consacrée à ça presque entièrement pendant les cinq dernières années avant d'être nommée juge (Cour supérieure, 1973).»

Six ans plus tard, elle a été la première femme à siéger à la Cour d'appel du Québec. Puis, en 1987, elle a accédé au plus haut tribunal du pays, la Cour suprême du Canada. Une seule autre femme, Bertha Wilson, l'a précédée.

Comment a-t-elle vécu ce rôle de pionnière?

«Quand on se bat, il faut montrer ses couleurs, il faut avoir un peu de courage, alors c'était parfaitement dans mon tempérament. Je ne peux pas dire que j'en ai souffert. Au contraire, j'en ai bénéficié.»

Indépendante d'esprit, Claire L'Heureux-Dubé n'a pas eu peur non plus de s'imposer en dissidente à la Cour su-

prême, où les décisions sont rendues par neuf juges. Elle souligne qu'elle a représenté la minorité dans seulement 20% des décisions. Mais cela lui a valu le qualificatif «marginale».

«On n'est pas là pour se faire aimer, on est là pour la justice», dit-elle.

«Je crois que les dissidences sont très utiles parce qu'elles font réfléchir à un autre point de vue et souvent, ça fait avancer le droit.»

Mais l'on n'est pas dissident pour le plaisir de l'être; plutôt pour réagir à ce que l'on croit injuste, souligne-t-elle. Et peu importe si cela soulève la controverse.

Vers la fin de sa carrière à la Cour suprême, elle a réfuté dans une opinion minoritaire, les commentaires d'un juge albertain dans une cause d'agression sexuelle. Le juge notait que la plaignante «n'était pas vêtue d'un bonnet et d'une crinoline», que l'affaire était «beaucoup moins de nature criminelle qu'hormonale».

«Est-ce acceptable de dire des choses comme ça? Parce qu'elle était habillée en *shorts*, elle serait responsable de l'agression sexuelle subie? C'est impensable!» s'indigne encore l'ex-magistrate.

Sa volonté de casser un jugement basé «sur des stéréotypes et des mythes» lui a valu les attaques d'un groupe féminin conservateur, d'un éminent criminaliste et aussi du juge albertain.

Dans une lettre ouverte, il avait écrit que les convictions personnelles de la juge pourraient expliquer de façon plausible le nombre important de suicides chez les hommes au Québec. Une attaque particulièrement blessante, car le mari de M<sup>me</sup> L'Heureux-Dubé s'est suicidé en 1978.

Si c'était à refaire, Claire L'Heureux-Dubé présenterait néanmoins la même opinion. «On a attaqué ma vie personnelle, ce n'est pas facile. Mais on n'est pas là pour que ce soit facile.»

Ébranlée parfois? «Non. Les gens qui s'attaquent à moi me convainquent encore plus que j'ai raison.»

L'âge de la retraite l'a sortie de la Cour suprême l'an dernier, mais personne ne va sortir la justice de la tête de cette femme.

Elle dirige maintenant le conseil d'administration des maisons de la justice au Québec et, au cours des derniers mois, elle a beaucoup voyagé à travers le monde. «On me demande de parler et j'accepte, très souvent, parce que je parle de ce que je crois important: l'égalité.»

Pas beaucoup le temps d'être à la retraite! «Je devrai apprendre à dire non!» Car elle souhaite aussi vivre plus calmement, prendre le temps de lire, de réfléchir et aussi d'écrire des livres. Mais pas ses mémoires; elle n'en voit pas l'intérêt. Pourtant, quel portrait de femme ce serait...

## ÉLECTIONS 2003

JOUR 10

## LA SEMAINE DES CHEFS

PLQ

## Trois tuiles, mais Charest tient le cap

RAYMOND GIROUX

RGIroux@lesoleil.com

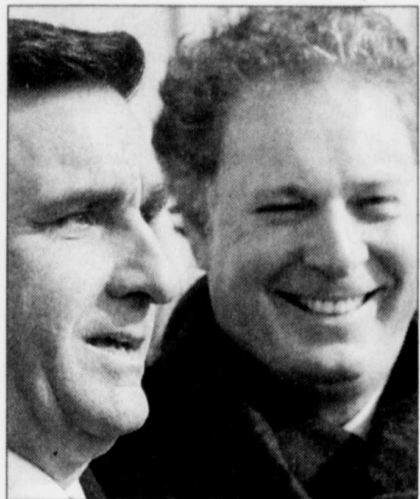
RIMOUSKI — Semaine éprouvante pour Jean Charest, touché par trois tuiles qui auraient pu faire dérailler totalement sa campagne: les déclarations ambiguës d'Yves Séguin, les défusions municipales et la guerre en Irak.

Mais semaine finalement encourageante pour le chef du PLQ, qui a réussi à garder le cap malgré l'adversité. Imperméable aux critiques, M. Charest a d'abord éteint l'incendie allumé par son candidat vedette décrit comme le futur ministre des Finances.

M. Séguin a fourni une explication tarabiscotée au sujet d'un tunnel qui aurait fait de l'interférence et empêché de saisir l'ensemble de la question de l'animateur Jean Lapierre. Résultat: une fin de semaine hypothéquée par une discussion publique sur les ambitions politiques du futur député d'Outremont.

Bon bougre, M. Charest a décrété que toute l'histoire avait été inventée, et retour au programme officiel: la santé. Les visites d'hôpitaux se succèdent quasi quotidiennement, les conférences de presse en plein air et en plein vent les deux pieds dans la neige se succèdent elles aussi.

Mais si les rumeurs de révolte dans les rangs des journalistes étaient nettement exagérées, un point de presse sur fond d'hôpital n'attire pas nécessairement des questions sur la santé.



Semaine éprouvante pour Jean Charest, marquée par les déclarations ambiguës de Yves Séguin.

C'est ainsi qu'après plusieurs journées où la presse anglophone tentait d'en savoir plus long sur les défusions municipales et où M. Charest répliquait en citant platement son programme, le chef du PLQ a craqué et avoué du bout des lèvres, dans une ancienne banlieue de Québec, que oui, son gouvernement démarrerait le processus de défusion dès la première année de son mandat.

Le ciel lui tombe sur la tête derechef, les journalistes le mitraillent de questions, les maires organisent la riposte et M. Charest, dans un premier temps, ne trouve pas mieux que de dire que tout ce beau monde était manipulé par le Parti québécois.

Mais si la guerre a momentanément clos la question des défusions, les libéraux se sont posé bien des questions sur la suite des événements. Le chef libéral a joué la partie sans démagogie, mais en perdant le ton de ses attaques contre Bernard Landry, et aussi en perdant une partie de son rythme lors de ses discours, qui portent moins depuis mercredi.

M. Charest s'est toutefois rangé dans le camp de la paix dès la veille des marches de dimanche dernier, mais en oubliant de mentionner que son épouse, Michèle Dionne, devait y participer. Une belle occasion ratée.

## CAMPAGNES LOCALES

Les campagnes locales, M. Charest l'a bien compris à Thetford, peuvent dérailler sur de bien petites choses. Après avoir visité une PME de 140 employés (un peu gros pour une PME, non?), il a vu son candidat local, Laurent Lessard, se couler de la plus belle manière sur une question concernant... le hockey mineur dans sa ville.

En bref, les équipes jouant à l'aréna du secteur nouvellement (et volontairement) fusionné de Black Lake refusent carrément de regrouper leurs ligues avec celles de l'ancien aréna de Thetford.

Question triviale, direz-vous? En tout cas pas pour la centaine de personnes présentes aux Industries Fourmier, jeudi. Car le candidat Lessard porte aussi le titre de maire de la ville, et la rondelle ne roule pas pour lui dans ce dossier. Jean Charest regardait le plafond.

Le chef de l'opposition étonne aussi autant par ce qu'il promet que par ce qu'il ne promet pas. Ainsi, M. Charest a été le premier chef à promettre une autoroute, cette semaine, avant même Mario Dumont.

Mais promise à 20 h dans un petit local de campagne à Nicolet — il s'est engagé à prolonger l'autoroute 30 de Sorel à Bécancour, à travers les pâturages de Nicolet —, elle n'a fait aucune manchette.

À l'inverse, il n'a pas allumé même s'il s'est fait brasser pendant des heures sur les malheureuses routes de sa propre région des Cantons-de-l'Est, où il semble que les pistes de brousse commencent dès la sortie de Sherbrooke.

Pas même un engagement de boucher les trous et de rafraîchir le pavage, pourtant une méthode infaillible pour gagner de précieux votes dans les rangs!

GILBERT LEDUC

GLeduc@lesoleil.com

Le débat entourant les défusions fait des vagues au pays de Jean Charest.

Les maires des nouvelles villes de Sherbrooke, Jean Perrault — un «libéral notoire», écrit *La Tribune* —, et de Magog, Marc Poulin, ont annoncé leurs couleurs plus tôt cette semaine à l'égard de l'engagement du PLQ d'adopter, dès la première année de son mandat, une loi-cadre permettant aux municipalités qui le désirent d'amorcer une démarche de fusion.

«Je n'ai pas peur de dire, même si je suis libéral, que cette approche n'est pas dans ma philosophie. Je ne suis pas sur la même longueur d'ondes que M. Charest là-dessus», a livré Jean Perrault.

Le maire de Magog a été plus éinglant. «Je m'étais promis de rester neutre pendant cette campagne électorale, mais je ne laisserai personne

parler de défusion», a lancé Marc Poulin en écorchant le candidat vedette du PLQ dans Orford, Pierre Reid — l'ancien recteur de l'Université de Sherbrooke —, en le suppliant d'être à l'écoute des intérêts des électeurs plutôt que d'être un «yes man» de son chef ou de son parti.

*La Tribune* rappelle que le député libéral sortant d'Orford, Robert Benoit — qui a laissé sa place à M. Reid —, était intervenu directement auprès du ministre des Affaires municipales, André Boisclair, pour mettre en branle le processus de fusion de Magog, du Canton de Magog et d'Omerville.

La promesse des libéraux vient cependant faire des heureux dans les anciennes villes de Rock Forest, Deauville et Saint-Élie-d'Orford. «Si le PLQ prend le pouvoir, nous demanderons de recouvrer notre autonomie, a juré l'un des défusionnistes, Roy Billing. Nous étions bien avant et nous serons mieux après.»

ADQ

## L'heure est grave

MYLÈNE MOISAN

MMyosan@lesoleil.com

On avait promis un crescendo. C'était à Rivière-du-Loup, le West Island de l'ADQ, où Mario Dumont avait donné le coup d'envoi de sa campagne avec une surprise retenue. C'était il y a 10 jours. C'était avant la guerre. Le crescendo se fait toujours attendre.

À l'exception du rassemblement de Québec, le chef de l'ADQ s'est rarement retrouvé devant plus de 100 personnes en même temps. À Lachute, ils étaient moins d'une cinquantaine. Depuis quelques jours, M. Dumont a épuré son discours de ces images qui déridaient les militants venus le voir. L'heure est grave, répète-t-il sur tous les tons de gris. Les lunettes roses, il les laisse au gouvernement qu'il veut déloger.

La campagne de publicité que l'ADQ a concoctée ne laisse planer aucun doute. L'heure est très grave, martèle-t-il en noir et blanc. Les garçons décrochent, les gens meurent sur les listes d'attente, les payeurs de taxes se font rouler par le gouvernement. C'est à se demander pourquoi tous les Québécois n'ont pas déjà pris la poudre d'escampette. «Ils se sont habitués», répète M. Dumont depuis une semaine.

Il a beau s'époumoner à déboulonner le bilan du Parti québécois, rien n'y fait. Lui et son parti mijotent en troisième place dans les intentions de vote. Mais, réplique-t-il, les sondages ont tout faux. Ils ne sont pas sur le terrain où il est depuis le 12 mars, où il voit chaque jour «le dégoût des gens qui en ont ras le bol».

Comme un prestidigitateur, il surprendra tous les oiseaux de malheur le 14 avril, lorsque seront ouvertes les boîtes de scrutin. Il n'est pas seul à vouloir confondre les sceptiques. À Québec, dimanche soir, son candidat Jean-Guy Lemieux voyait déjà les manchettes du 15 avril. «Invraisemblable, Mario Dumont premier ministre». La boutade a de quoi surprendre. Ou il n'y croit pas, ou il admet qu'ils ne sont pas beaucoup à y croire.

## LE SYMPATHISANT

Et ceux qui y croient ont souvent les cheveux gris. Des anciens libéraux de préférence. «Mario, toutes les grands-mères voudraient l'avoir comme petit-fils», confiait un organisateur samedi. Le recensement par porte-à-porte fait dans Vimont pour les complémentaires de juin le confirme: le sympathisant adéquate typique n'est pas le trentenaire qu'on pourrait s'imaginer.

Le passage de M. Dumont à Repentigny a été très instructif. Un bingo dans un club de l'âge d'or. «J'ai 22 clubs de l'âge d'or dans mon comté», leur a-t-il confié, avant d'enchaîner sur la dette, sur l'avenir des prochaines générations, sur le système de santé qui craque de partout. Aux quatre coins de la salle, ça opinait du bonnet.

Questionnés au hasard, Émile, Pierrette, Georges et une bonne dizaine d'autres étaient catégoriques. Le 14 avril, ils donneront une chance à Mario Dumont. C'est de cela dont il est question, donner une chance. «Ça ne peut pas être pire que les autres», dit Pierrette. En plus, le candidat, Daniel Labrecque, lui a promis sa salle communautaire, comme tous les gouvernements depuis 15 ans. Et si cette fois était la bonne? Indécis, Phil met un bémol: M. Labrecque est conseiller municipal depuis 10 ans et «il n'a jamais rien fait». Pierrette n'en a rien à cirer.

Même chose pour Émile, libéral d'aussi loin qu'il se souvienne, converti à l'ADQ. «Je voterai 10 fois pour lui si je pouvais. Il faut du changement. L'autre gang, c'est le temps qu'ils partent.» Ils ont connu ce dont parle le chef de l'ADQ. Ils ont vu la dette gonfler. Plusieurs ont connu la crise et en reconnaissent les contours dans le sombre portrait que trace le jeune chef.

Tout de suite après les discours de M. Dumont, c'était l'heure du continental au rythme de *«Voulez-vous danser grand-mère»*. Les paroles en disaient long. «Tout comme au bon vieux temps, quand vous aviez 20 ans. Sur un air qui vous rappelle combien la vie était belle.»

C'est ce qu'ils aiment de leur «Mario», cette promesse de retrouver le bon vieux temps. Pour leurs petits-enfants.



Les sondages ont tout faux, soutient Mario Dumont. Ils ne sont pas sur le terrain où il est depuis le 12 mars, où il voit chaque jour «le dégoût des gens qui en ont ras le bol».



La conciliation travail-famille est l'un des points principaux de la campagne du PQ. «Il faut tout faire pour que les parents puissent passer plus de temps avec leurs enfants», répète allègrement Bernard Landry.

PQ

## «Le temps, c'est de l'amour»

STÉPHANE PAQUET

SPaquet@lesoleil.com

Oubliez le «Restons forts» que les stratèges péquistes ont trouvé comme slogan de campagne. Leur chef a trouvé mieux: «Le temps, c'est de l'amour!»

C'est plus long, moins *punché* pour les pancartes sur les poteaux, mais ça n'empêche pas Bernard Landry de répéter la petite phrase soir après soir, discours après discours. La conciliation famille-travail, l'expression bureaucratique pour expliquer sa semaine de quatre jours, est devenue la marque de commerce des annonces du chef péquiste depuis qu'il a commencé sa longue campagne électorale, au retour des Fêtes.

Bernard Landry a su qu'il avait touché une corde sensible des Québécois quand il a vu la une de *La Presse*, un samedi matin de février. «Depuis que j'en ai parlé il y a quelques semaines, je ne crois pas qu'une de mes propositions ait fait l'objet d'autant de discussions et ait touché droit au cœur autant de Québécoises et de Québécois... C'est pour ça que ça va être au centre de notre campagne», disait le PM en début de campagne.

Et il tient promesse. De Varennes à Thetford Mines en passant par Lévis, les militants péquistes se font répéter que «le temps, c'est de l'amour». De l'amour à donner aux enfants ou aux vieux parents malades. Et ça, c'était avant le déclenchement de la guerre des Américains contre l'Irak. Imaginez l'impact en temps de guerre. Un peu plus et le PQ pourrait ressortir les pancartes *peace and love* affichant les marguerites de la campagne référendaire de 95...

«Il faut tout faire pour que les parents puissent passer plus de temps avec leurs enfants», disait Bernard Landry en banlieue de Montréal, lors de l'annonce d'un crédit d'impôt remboursable sur les coûts de l'équipement sportif des jeunes ados. La conciliation famille-travail, c'est le leitmotiv péquiste que même une candidate libérale du quartier Rosemont a trouvé le moyen d'appuyer.

«Le temps, c'est de l'amour», ça permet aussi au chef péquiste de faire ressortir son côté social-démocrate oublié depuis que «René Lévesque m'a condamné à l'économie en 1976». Le temps, c'est aussi de l'argent, dit habituellement le chef péquiste, mais il faut redistribuer cet argent. L'interventionnisme d'État comme le PM l'aime.

Sauf que, sur sa route, Bernard Landry a aussi trouvé des groupes de femmes, pas celles des cervelles d'oiseaux, mais d'autres qui reprochent au gouvernement qu'il dirige d'avoir négligé les maisons de femmes violentées. Pour elles, le temps, c'est de se remettre du mauvais amour.

Bernard Landry, ému en début de semaine, l'est moins à la fin devant ces femmes qui portent un masque et une croix pour rappeler la mort tragique d'une de leurs proches. Il leur re-promet plus d'argent pour plus de recherches. «Je voulais vous dire qu'il y a des recherches qui existent présentement, faites par des chercheurs à l'UQAM. On a acheminé ça à vos bureaux, l'équipe de chercheurs est prête à vous rencontrer. Maintenant, on a besoin d'argent», lui dit une responsable de centre d'hébergement, Sylvie Lussier.

M. Landry promet une rencontre, mais après la campagne. «Si vous saviez tous les gens qui me disent qu'on n'en a pas assez (d'argent). Mais je vous dis... qu'on a fait de gros efforts et qu'on est prêt à en faire encore. Il faut faire des arbitrages.»

Les femmes sont parties, en promettant de revenir.

## Charest, Sherbrooke et la défusion

En Estrie, les fusions n'ont pas provoqué la même opposition que dans la région de Québec. Chef du PLQ et candidat dans Sherbrooke, Jean Charest est le premier à le reconnaître.

«La fusion a été bien acceptée à Sherbrooke. Les citoyens ne nous abordent pas du tout là-dessus. Ce n'est donc pas moi et les candidats de mon parti qui allons monter sur les podiums pour réclamer la défusion.»

\*\*\*\*\*

La saga de l'hôpital de Jonquière qui avait hanté la campagne électorale de Lucien Bouehard en 1998 tire-t-elle à sa fin?

Le ministre de la Santé et des Services sociaux, François Legault, était de passage à Saguenay, cette semaine, pour confirmer la construction d'un centre ambulatoire de 16,6 millions \$ à l'hôpital de Jonquière. Une annonce faite «sans banderoles et en l'absence de la candidate péquiste dans Jonquière, Myrtha Laflamme», relève *Le Quotidien*, en précisant qu'il s'agissait

«d'une démarche ministérielle» de M. Legault.

La députée libérale de Jonquière n'en croit rien. Selon Françoise Gauthier, ce n'est pas la première fois, depuis 1999, que le gouvernement promet cet engagement pour l'hôpital de Jonquière et les électeurs risquent de se le faire servir à plusieurs autres saucées. «La population de la circonscription jonquinoise n'est pas dupe.»

Elle s'inquiète du fait que l'enveloppe de 16,6 millions \$ ne contient pas un sou pour les coûts de fonctionnement. Ça lui rappelle l'histoire de l'hôpital Laval, qui compte sur un beau bloc opératoire tout neuf mais pas un rond pour le faire fonctionner.

\*\*\*\*\*

La région de l'Outaouais vit une pénurie... d'ambulances. «Seulement quatre véhicules et une population de 350 000 âmes à desservir», écrit *Le Droit*.

À leur grand étonnement, les ambulanciers ont vu le député libéral sortant de Hull, Roch Cholette, s'intéresser à leur cause. Non seulement ce dernier

est-il allé leur donner un petit mot d'encouragement, mais il a fait un quart de travail complet, de 16 h à minuit, avec deux ambulanciers. «Il désirait venir voir notre réalité quotidienne», a confié l'un des deux ambulanciers.

En matière de santé, le député promet que l'Outaouais aura un «statut particulier» sous un gouvernement libéral pour tenir compte de sa situation frontalière. Il cite le cas des jeunes infirmières qui préfèrent travailler de l'autre côté de la rivière des Outaouais car elles vont chercher jusqu'à 12 000 \$ de plus par année.

\*\*\*\*\*

Dans la région de Québec, la déclaration du candidat adéquate dans Champlain, Rock Lavolette, aurait provoqué un tohu-bohu. Dans ce coin de pays de Mauricie, ses propos sont passés inaperçus.

Dans une entrevue à un hebdomadaire local, *l'Hebdo Journal*, M. Lavolette affirme que les fonctionnaires sont des «pousseurs de crayons» ou des «machines à papier».

## ÉLECTIONS 2003

JOUR 10

## Les défusions, mode d'emploi

■ Les défusions? Tout est possible. Mais comment? Et, surtout, quel intérêt? LE SOLEIL a essayé de voir de quelle façon on s'y prend pour séparer les ingrédients d'un gâteau presque cuit.

On connaît la méthode en trois étapes préconisée par le Parti libéral du Québec pour enclencher l'opération — ouverture des registres, études sur la question puis référendum. Mais après? Ça dépendra des études?

Le tout récent rapport préparé par le juge Lawrence Poitras, à la demande de groupes anti-fusion, propose, lui, une recette de défusion. Il suggère qu'on mette en place un comité de transition, qui tracerait un portrait global de la défusion et de ses impacts, à la suite de consultations publiques, puis un référendum sur la foi de ce rapport.



Eric Moreault

Ce processus devrait se mettre en branle dans les 30 jours suivant l'entrée en vigueur d'une loi-cadre et le comité aurait ensuite trois mois pour remettre ce rapport « pour éviter de plonger le monde municipal dans une incertitude prolongée ».

Ce même comité veillerait à la mise en place de l'ancienne-nouvelle ville sécessionniste. « Les défusions sont réalistes et réalisables », conclut-on.

« Ce serait un processus très long et coûteux, croit plutôt Richard Beaulieu. Tout est possible, mais en pratique, c'est un four. On voit bien plus de problèmes que de solutions. »

L'ex-président du Comité de transition de Québec donne en exemple les guerres de chiffres qui s'ensuivraient lorsque viendrait le temps de départager les services. Qui serait impartial? La Commission municipale?

D'ailleurs, même le rapport Poitras préconise les ententes intermunicipales et soutient que les compétences des anciennes communautés urbaines doivent demeurer au sein des villes nouvelles. Alors pourquoi la défusion? Quel serait le rapport de force subséquent d'une petite ville par rapport à une grande ville?

Les assemblées publiques? « Dans la majorité des cas, il n'y avait pas d'arguments, juste de l'émotivité », rappelle M. Beaulieu.

Et l'épineuse question du référendum et de sa légitimité n'est pas réglée pour autant. En cas de sécession appréhendée, seuls les citoyens qui veulent faire bande à part auraient voix au chapitre, a révélé le PLQ, qui assimile le vote de la grande ville à un droit de veto.

Mais à Los Angeles, l'automne dernier, lorsque Hollywood et la vallée de San Fernando ont voulu prendre le large, on exigeait une double majorité — qui n'a pas été obtenue dans les deux cas.

Sans aller jusque-là, il faudrait au moins trouver un moyen pour que les deux parties aient droit de parole, pense M. Beaulieu.

Lui comme d'autres se surprennent de l'importance qu'a pris ce débat, et de sa réurgence même dans l'actualité. « On n'a pas fini d'édifier la ville nouvelle qu'on parle de la redéfinir, sans l'avoir expérimentée, constate Jean-Louis Lapointe, qui a présidé le comité consultatif régional sur les fusions en 2000. La peinture n'est pas sèche. Je pense qu'on devrait plutôt mettre nos efforts à améliorer notre modèle. Les fusions sont ce qu'on en fait. »

Ou ce qu'on en défait. Il en coûterait en moyenne 11 \$ par habitant pour défusionner, calcule-t-on dans le rapport Poitras, sans, toutefois, additionner l'argent investi jusqu'à maintenant dans les regroupements — ce qui ferait doubler le montant déboursé. Et qui réglerait la facture? Les citoyens, disent les libéraux. Le gouvernement, estime-t-on dans le rapport Poitras.

Celui-ci n'aborde pas la question des compensations que devrait verser une petite ville à la grande comme ça a été le cas, par exemple, dans le comté de Miami-Dade, en Floride. Car il faut tenir compte des dettes et des équipements mis en place depuis la fusion.

Si on refait l'aqueduc et les égouts de Sillery à la charge de tout le monde, « c'est une question d'équité, ils de-



En pleine campagne électorale, les libéraux de Jean Charest ont remis les défusions sur le tapis. Le parti préconise une méthode en trois étapes: ouverture des registres, études sur la question puis référendum. Mais à quel prix cela se ferait-il?



Le juge Lawrence Poitras

vront payer pour ce qu'ils ont reçu ». Et comment départager ce que les citoyens de Sillery auront versé pour, par exemple, l'usine de traitement d'eau de Charlesbourg? « Bien du plaisir », ironise Richard Beaulieu.

« C'a l'air facile de même mais... » laisse tomber Jean-Louis Lapointe. Car, à la limite, on finira toujours par départager le matériel, mais que faire des employés? On tente de les convaincre de revenir? De sortir de leur retraite?

## POURQUOI?

Mais la grande question, au fond, si on veut garder les ententes intermunicipales, c'est: pourquoi une défusion? « Tout tourne autour des questions de coûts », sans que personne ne s'interroge sur l'intérêt public. « Il y a bien des impondérables qui ne sont pas quantifiables. La force du nombre, comment évaluer ça? » demande M. Beaulieu.

Entre les deux extrêmes fusion-défusion, « on aurait intérêt à proposer une voie moyenne », souligne Jacques Desbiens, spécialiste des questions municipales à l'Université du Québec à Chicoutimi. Cette « matière à solutionner bien des problèmes » était contenue dans le rapport du mandataire du gouvernement pour Montréal, Louis Bernard. Il s'agit, résumé grossièrement, de « donner de réels pouvoirs aux arrondissements ».

« On ne l'a pas considéré (à l'époque des regroupements) parce que c'est complexe. C'était plus compliqué, mais c'était plus sage. » M. Desbiens croit que cette dévolution de pouvoir introduirait « un peu de concurrence dans les services de proximité (voirie, ordures, etc.) des arrondissements, une certaine autonomie locale qui pourrait aller jusqu'au pouvoir de taxation et de tarification ».

## Je t'aime moi non plus

Si l'histoire bégaie, c'est dans l'Outaouais qu'elle s'accroche le plus souvent sur le mot fusion. Dans une étrange vaïse-hésitation, trois villes s'unissent et se séparent au rythme des changements de gouvernement mais, nous assure-t-on, « ce n'est pas une affaire de sentiments mais de raison... »

En 1975, le gouvernement provincial décide de regrouper sept municipalités semi-urbaines et rurales autour de Buckingham. D'accord avec le principe, l'opposition s'oppose néanmoins à la fusion. Les populations n'ont pas été consultées par référendum. Un air de déjà entendu? Bien sûr. Sauf qu'à l'époque, les libéraux sont au pouvoir et le Parti québécois sur les banquettes d'en face.

Cinq ans plus tard, on organise un référendum dans toutes les municipalités concernées, après que les citoyens eurent soumis un rapport étoffé sur la pomme de discorde: des hausses de taxes et des baisses de services... Masson-Angers, villes-sœurs, se séparent de Buckingham. C'est, sauf erreur, la seule défusion du Québec contemporain, orchestrée par le PQ.

Ce qui peut être assimilé aussi, d'une certaine façon, à un retour à la case départ, sans compter qu'on perdrait de vue les raisons premières des regroupements: l'inéquité fiscale et la fin des guerres de clochers, tant sur les plans économique qu'émotif.

Car au-delà des arguments rationnels, il faut aussi se demander s'il vaut la peine de rouvrir des plaies qui ne sont pas encore cicatrisées, plonger les gens dans la rancœur et les tourments. « Les débats se sont déroulés sur le mode de l'affrontement, qui ont laissé des séquelles », mentionne M. Lapointe.

Surtout que, dans l'ensemble, on a préféré tourner la page. Même Andrée P. Boucher, l'ex-mairesse de Sainte-Foy, admet qu'il serait difficile de revenir en arrière et voit d'énormes problèmes d'organisation à remettre sur pied une ville, à repartir de zéro. C'est dire.

## LE FRIC

Ce que tout le monde finit par admettre, c'est qu'il s'agit d'une question de fric, celui de ceux qui veulent les services de la grande ville sans payer dans la petite ville. Autrement dit, avoir le beurre et l'argent du beurre.

Bref, les défusions sont toujours dans l'intérêt « des riches » et non du bien commun, fait-on valoir. Dans une étude réalisée cet automne par l'Alliance pour une nouvelle économie de Los Angeles et le Centre d'étude sur le travail et l'éducation de UCLA, on souligne d'ailleurs que la défusion est une approche « violente » qui non seulement échoue dans sa tentative de proposer des solutions, mais pourrait aussi terriblement désavantager les citoyens les plus vulnérables.

Les auteurs concluent qu'on devrait plutôt investir des énergies dans un dialogue public positif sur les façons de responsabiliser le gouvernement municipal, d'améliorer et d'accroître les services municipaux ainsi que la participation du public dans le processus de décision.

Le ministère des Affaires municipales arbitre le divorce. On récupère « employés, équipements et règlements d'emprunts » d'avant le mariage arrangé. Il n'y a pas eu de coût à la défusion, assure Roland Pagé, à l'époque secrétaire du comité de démembrement.

Normal, estime Richard Beaulieu, qui était sous-ministre aux Affaires municipales. « C'est des peanuts! » s'exclame-t-il en faisant allusion à la population, qui était d'environ 15 000 habitants. Sur le plan pratique, (les municipalités) étaient restées autonomes. »

Et dans cet étrange triangle, les parties seraient restées sur leur quant-à-soi si on ne les avait, encore une fois, forcées à unir leur destinée... au sein de la ville nouvelle de Gatineau, encore une fois, par le PQ!

« Une gestion d'enfer, sclérosée », assure Luc Montreuil, le conseiller du secteur et ex-maire de Masson-Angers. « Il faut tirer des leçons du passé et ne pas répéter les mêmes erreurs. » Ce qui veut dire, dans ce cas précis, espérer l'élection d'un gouvernement libéral pour... une défusion.

L'histoire bégaie, disons-nous. É. M.



« Ce serait un processus très long et coûteux », croit Richard Beaulieu, ex-président du Comité de transition de Québec.

# ÉDITORIAL

Président et Éditeur ALAIN DUBUC  
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR  
 Directeur de l'éditorial JEAN-MARC SALVET  
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

## Gare à l'indifférence

Même si toute la planète descendait dans la rue pour montrer son opposition à la guerre en Irak, les États-Unis ne rangeront pas leurs missiles. Malgré tout, les civils et les gouvernements opposés à cette guerre doivent continuer de faire entendre leurs voix haut et fort pour que les innocentes victimes de ce conflit aient l'aide et l'assistance humanitaire nécessaires. Et aussi, pour éviter que les États-Unis dictent seuls et selon leurs propres intérêts les règles de l'après-guerre.



Brigitte Breton

BBreton@lesoleil.com

Des manifestations ont lieu encore aujourd'hui et elles ne sont pas vaines. La répétition des images à la télévision et l'abondance des informations ne doivent surtout pas nous mener à l'indifférence ou à conclure à l'impuissance. Même si l'opposition de nombreux citoyens à la guerre n'a pas convaincu les États-Unis à faire preuve de patience, il faut demeurer alerte pour limiter les dégâts.

Selon les prévisions des agences humanitaires, des centaines de milliers d'Irakiens pourraient se réfugier dans les pays limitrophes. Quelques trois millions d'individus se déplaceraient à l'intérieur même de l'Irak assiégé. Cette population a besoin d'aide, d'un toit, d'eau, de nourriture, de médicaments, mais déjà, les agences de l'ONU constatent un manque criant de fonds pour répondre à la demande. Elles ne disposent que de 50 millions \$ alors que les besoins pour faire face à la crise humanitaire sont évalués à 123 millions \$.

Au-delà des marches symboliques, les individus sont invités à être généreux auprès des organismes qui sollicitent leurs dons. Au-delà de leur opposition au conflit armé, les gouvernements doivent maintenant manifester leur appui à la population irakienne en argent sonnante. La Commission européenne a sollicité les Quinze pour qu'ils versent une centaine de millions d'euros aux victimes de la guerre. Le Canada a pour sa part répondu à la demande de Kofi Annan de financer un fonds spécial réservé aux opérations de secours. Il faut veiller maintenant à ce que l'apport de chaque pays soit significatif, qu'il soit dans le camp des guerriers ou non, afin que les victimes du conflit ne soient pas laissées à elles-mêmes.

Un autre défi majeur consiste aussi à élaborer les bases de l'après-guerre et de la reconstruction de l'Irak. Nous pouvons certainement craindre que les États-Unis continuent d'agir de façon unilatérale en dictant le plan qui leur conviendra le mieux. Même si elles ont échoué à éviter la guerre, l'ONU et la communauté internationale doivent reprendre les choses en main et s'assurer que l'administration qui succédera à Saddam Hussein travaillera dans l'intérêt commun des Irakiens, et non dans celui des faucons américains.

## Non aux défusions

Le chef du Parti libéral, Jean Charest, traîne sa promesse d'une loi-cadre sur les défusions comme un boulet aux pieds et perd un temps précieux de cette campagne électorale à défendre un projet qui n'aurait jamais dû figurer dans son programme. Car à la base, les défusions ne sont ni souhaitables, ni justifiées dans un contexte où toutes nos énergies devraient aller à la construction des nouvelles municipalités et non à leur destruction.

Si l'on se fie au dernier sondage du SOLEIL, deux personnes sur trois dans la région de Québec ne veulent d'ailleurs rien entendre de ce projet, ce qui donne une bonne idée de l'état d'esprit des citoyens. Mais le problème, c'est que cette majorité pourrait être mise en échec par un mince pourcentage de la population d'une ancienne municipalité qui n'a pas encore digéré les fusions.

Le Parti libéral affirme en effet que l'enregistrement de 10% des électeurs au registre municipal serait nécessaire pour déclencher le processus référendaire. Une proportion qui pourrait même descendre à 5% si l'on écoute les recommandations du rapport Poitras, qui sous-estime par ailleurs les coûts des défusions. Bien sûr, rien n'indique que le référendum qui suivrait cette première démarche récolterait un appui de plus de la moitié de la population concernée. Mais chose certaine, les nouvelles villes n'ont pas besoin de l'instabilité et du flottement qui se dégageraient de cet indésirable retour en arrière.

Il faut donc espérer que le Parti libéral renoncera à cette promesse s'il est élu aux prochaines élections et consacra plutôt son énergie à trouver des moyens de financement pour les municipalités, à encourager le développement des nouvelles villes, à leur donner tous les moyens d'avancer, au lieu de leur offrir des outils pour reculer. Les fusions sont encore jeunes et la dernière année n'a pas été de tout repos, particulièrement pour les employés municipaux. Mais les choses commencent à se tasser et il serait complètement illogique de défaire ces villes en construction.

Le choix de cette avenue serait associé à un manque flagrant de sensibilité pour la fonction publique municipale, qui a dû faire un énorme effort pour s'adapter à la nouvelle réalité, et aussi pour les citoyens, qui commencent à peine à se retrouver dans les dédales des nouvelles administrations. Et il constituerait surtout un retour à la case départ en matière d'équité fiscale, un principe essentiel qui serait bien mal servi par la création de petites enclaves dans de grandes municipalités. Il vaut donc mieux fermer la porte dès maintenant à ce scénario qui ne profiterait qu'à une minorité et ne rendrait pas service à la collectivité.



## Lutter contre l'impuissance

De très nombreux pays ont tenté de stopper la machine de guerre d'une Amérique qui, depuis le début, voulait un affrontement armé avec l'Irak. Des millions de personnes, partout dans le monde, ont tenté, elles aussi, dans la mesure de leurs moyens, de dire non à la guerre.

Le message de ces pays, y compris le Canada, était que les abus d'un dictateur comme Saddam Hussein et son refus de se soumettre aux prescriptions de l'ONU ne justifiaient pas une guerre, parce que l'Irak ne représente pas une menace telle que cet ultime recours ait été incontournable, parce que la guerre, avec ses horreurs et ses bavures, risque de faire plus de victimes qu'un régime sanguinaire, parce qu'une guerre déclinée unilatéralement par les États-Unis et ses proches alliés, sans caution internationale, n'a pas de légitimité et ouvre la porte à un ordre mondial où régnera l'arbitraire. Ce sont ces valeurs que LE SOLEIL a également défendues dans ses pages.

Mais une fois que les premiers chars d'assaut ont franchi la frontière de l'Irak, que le déluge de feu s'est abattu sur Bagdad, ceux qui craignaient les conséquences néfastes de ce conflit ont été réduits à l'impuissance. Réduits comme les autres au rôle de spectateurs, de voyeurs horrifiés et fascinés d'une guerre qui se regarde à la télévision, qui en montre les péripéties mais jamais les horreurs.

Cette impuissance nous amène tous à rêver que Georges W. Bush ait finalement raison et que son scénario optimiste se réalise, celui d'une guerre rapide et sans douleur, où la chute du tyran préparerait un Irak enfin libéré à la démocratie et à une reconstruction qui redonnerait la stabilité à cette région troublée. Mais nous savons hélas que les choses se passent rarement ainsi, que les guerres sont sales, que les peuples blessés guérissent lentement, que les régions troublées ont tendance à devenir encore plus instables lorsqu'on les perturbe.

Nous pouvons déjà prévoir que les lendemains de cet affrontement seront douloureux. Voilà pourquoi ceux qui se sentent impuissants dans le cadre d'un conflit qu'ils n'ont pas pu empêcher et dont ils se sont exclus doivent déjà penser à l'après-guerre, où leur apport sera essentiel et où des pays comme le Canada



Alain Dubuc  
Président et Éditeur

ADubuc@lesoleil.com

pourront servir à quelque chose. Mais encore là, il faut se préparer avec un minimum de lucidité aux obstacles qu'il faudra franchir pour être utiles.

Le premier de ces obstacles, palpable depuis le choc du 11 septembre, c'est le règne de l'irrationnel. Si la volonté des Américains de prendre les moyens pour qu'une telle horreur ne se reproduise jamais était plus que légitime, le chemin choisi par le président Bush a entraîné les États-Unis dans un long dérapage qui a commencé par cette formule qui donne froid dans le dos, « l'axe du mal », avec laquelle on entrait dans l'ère du manichéisme.

L'engrenage qui nous a menés à la guerre a, depuis le début, échappé aux règles de la logique et à la discipline des faits. D'abord ce glissement où la lutte au terrorisme s'est redirigée vers Saddam Hussein, une cible plus commode, mais dont le lien avec le terrorisme n'est ni démontré, ni même plausible. Ensuite cet échafaudage sans fondements factuels voulant que la menace à la sécurité mondiale posée par ce tyran soit si pressante, si terrible, que la seule réplique possible était une guerre préventive.

Un simplisme, doublé du messianisme d'un président menant une croisade pour le bien et contre le mal qu'illustre bien le nom de cette offensive, « Operation Iraqi Freedom ». Si la raison n'a pas prévalu dans les mois qui ont précédé le déclenchement de la guerre, pourra-t-elle retrouver ses droits après le conflit?

Le second obstacle, c'est l'ampleur de la reconstruction irakienne. Non pas seulement le défi matériel et financier de rebâtir un pays autrefois prospère, détruit par les folies de son dictateur, par 10 ans d'embargo, et sans doute par la guerre qui commence. Mais surtout, la capacité de rebâtir un pays qui n'a jamais connu la

démocratie, dont les divisions éclateront sans la main de fer d'un dictateur, dont la fierté aura été blessée par une conquête.

Le troisième obstacle, c'est le climat qui prévaudra dans le monde après le conflit, notamment un antiaméricanisme exacerbé. Quand l'hymne national américain est copieusement hué au Centre Bell lors d'une partie du Canadien, pourtant pas un haut lieu de militantisme, on imagine la montée du sentiment antiaméricain en Europe ou, à plus forte raison, dans les pays arabo-musulmans.

Le quatrième obstacle, c'est l'unilatéralisme américain, qui s'exprimait déjà avec vigueur avant le 11 septembre, quand le président Bush s'est exclu de très nombreux projets internationaux, du Protocole de Kyoto au traité sur les mines antipersonnel, en passant par le tribunal pénal international. Cette même doctrine, qui vient de mener les États-Unis à attaquer l'Irak sans l'aval de l'ONU. Jusqu'où les États-Unis pousseront-ils cette logique? Comment accepteraient-ils les offres d'aide de pays qui ne les ont pas suivis dans leur aventure militaire?

Si les obstacles sont donc énormes, les tâches le sont aussi. D'abord pour redonner un rôle au seul outil international dont nous disposons, l'ONU, affaiblie par ce conflit. Ensuite pour la reconstruction de l'Irak, plus prometteuse si elle est confiée à des pays qui ne sont pas perçus comme les conquérants et si elle est chapeauté par l'ONU, une position que le Canada devrait défendre avec vigueur. Enfin, pour réduire les fractures profondes qui minent le monde, entre le Nord et le Sud, entre l'Occident et le monde arabo-musulman et, même maintenant, au sein de l'Occident lui-même.

Le Canada a évidemment un rôle à jouer dans cet effort. Cela lui donnerait l'occasion de retrouver la crédibilité qu'il a perdue depuis quelques mois par ses positions confuses et hésitantes. Dieu merci, à la toute fin, le premier ministre Chrétien a refusé que le Canada participe à cette guerre qui n'avait pas obtenu la bénédiction du Conseil de sécurité, mais après être resté sur la clôture pendant des mois. Le Canada, s'il avait été clair, s'il avait défendu ses principes, aurait pu avoir une influence sur le cours des choses, malgré sa petite taille, parce qu'un refus clair par le Canada de la rhétorique américaine aurait pu avoir un impact symbolique significatif, parce que le Canada est un pays ami des États-Unis et son principal partenaire.

Pays relativement peu puissant, le Canada a toujours réussi à s'imposer sur la scène internationale par ses valeurs, par son engagement pour la paix, et par sa capacité d'établir des ponts entre les pays et les continents. Les tâches qui attendent la communauté internationale dans l'après-guerre lui donneront l'occasion de renouer avec sa tradition.

### ÉCRIVEZ-NOUS!

Votre opinion compte pour nous. Pour être publiés, vos courriels ou vos lettres doivent être très courts, d'intérêt public, identifiés de vos nom, adresse et numéro de téléphone. Nous nous réservons le droit de les résumer, de les raccourcir ou de ne pas les publier.

Adresser-les comme suit:

Par courriel:

opinion@lesoleil.com

Par la poste:

Carrefour des lecteurs

Journal Le Soleil

925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547

Succ. Terminus, Québec, QC, G1K 7J6



Des millions de personnes, partout dans le monde, ont tenté, elles aussi, dans la mesure de leurs moyens, de dire non à la guerre.

# OPINIONS

## Le choix de la guerre



Charles-Philippe David

L'auteur est boursier Fulbright et professeur invité à l'Institut du Canada au Woodrow Wilson Center for International Scholars à Washington. Il est coauteur de l'ouvrage *Théories de la sécurité*, paru aux éditions Montchrestien à Paris en décembre 2002. Il est également coauteur, avec la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM, du collectif *Repenser la sécurité*, publié chez Fidès en septembre 2002.

La première guerre « préventive » de ce siècle a débuté. Dire que cette deuxième guerre du Golfe, et corollairement la « libération » de l'Irak, constitue un tournant relève de l'euphémisme. Si quelqu'un se demandait encore ce qui avait changé après les événements du 11 septembre, il a maintenant une réponse : les États-Unis s'arrogent désormais le pouvoir et, de fait, le droit d'intervenir unilatéralement pour renverser des régimes jugés belliqueux. Cela n'a rien de rassurant. Ni pour la sécurité internationale ni pour le droit international.

Il ne s'agit pas là de « préemption » – ce terme anglais qui décrit l'hypothèse où un État, convaincu de l'imminence d'une agression, choisit d'attaquer en premier. Un tel scénario s'est déroulé pour la dernière fois en 1967 lorsque Israël a attaqué ses voisins avant que ceux-ci ne s'approprient à frapper. La situation actuelle n'a, en fait de lointaines similitudes, qu'avec Pearl Harbor en décembre 1941, à la différence toutefois qu'aujourd'hui la situation est inversée : la démocratie attaque la dictature pour prévenir des actes futurs d'agression. Cette guerre « préventive » en Irak est donc éminemment contestable ; elle est dépourvue de légitimité et l'absence d'autorisation onusienne augure mal pour l'avenir de la sécurité internationale. En effet, la Chine à l'égard de Taiwan, ou l'Inde vis-à-vis du Pakistan pourraient se prévaloir un jour du précédent, et invoquer ce même droit unilatéral à la « guerre préventive » en s'appuyant sur la théorie du « changement de régime ». Le système international n'aura guère progressé. De toute évidence, l'intérêt national et l'usage de la force prévalent de nouveau en matière de sécurité. Au-delà de cette difficile question irakienne, c'est de ce tournant, voire de ce recul, dont il faudra se préoccuper.

**Le 11 septembre n'a fait que décupler les tentations militaires et les appels d'empire, et a rendu possible cette invasion qui n'a rien à voir avec Al-Qaïda.**

Les raisons de cette guerre prévue, et voulue, par les faucons américains (qui représentent aujourd'hui l'essentiel des décideurs), sont fondamentalement idéologiques. C'est d'ailleurs cette subjectivité qui doit faire peur. Un intérêt aussi aisément identifiable que l'approvisionnement en pétrole, bien que réel, n'est pas suffisant pour expliquer l'acharnement des faucons. Pour le contrôle de l'Irak, les risques sont énormes et les coûts considérables. Néanmoins, pour les faucons, l'Irak constitue la cible facile d'une guerre « préventive », au nom du désarmement et de la lutte contre le terrorisme – malgré des justifications peu convaincantes.

Les faucons n'ont d'ailleurs pas attendu le 11 septembre pour planifier cette guerre dont ils rêvent depuis une décennie. Avant même de faire partie de l'équipe de W. Bush, Cheney, Rumsfeld, Wolfowitz, Armitage et Perle ne voyaient que l'invasion comme solution au problème irakien. Le 11 septembre n'a fait que décupler les tentations militaires et les appels d'empire, et a rendu possible cette invasion qui n'a rien à voir avec Al-Qaïda. La ferme conviction que la solution musclée s'impose, s'accompagne, chez les faucons, d'une autre certitude : les États-Unis doivent agir unilatéralement lorsque cela est jugé nécessaire. Cela explique l'étendue et la gravité des malentendus transatlantiques, notamment entre la France et les États-Unis. Tandis que Clinton aurait recherché un compromis, en se rendant si nécessaire en Europe, Bush préfère rester chez lui et regrouper ses fidèles autour de lui. Ni la négociation ni le droit international ne sont des axes pertinents de cette



La campagne militaire en Irak veut répéter, de façon à la fois plus spectaculaire et plus dangereuse, l'invasion du Panama en 1989, laquelle avait conduit au renversement du dictateur Noriega en 14 jours.

présidence républicaine dont l'administration fait primer les impératifs de la sécurité nationale sur les vertus de la diplomatie et l'organisation d'une véritable politique étrangère. Du leadership américain à l'arrogance de l'hyper-puissance, il n'y avait qu'un pas. Il est franchi.

George W. Bush n'est pas un « wilsonien ». Woodrow Wilson en effet faisait de la promotion de la sécurité collective et des règles de droit une priorité de sa politique étrangère. Bush est un président peu enclin à soutenir les traités internationaux qu'il néglige, voire abandonne volontiers. Bush n'est pas tout à fait un « rooseveltien » (en référence ici à Théodore Roosevelt) car, contrairement à Roosevelt qui ne masquait pas ses prétentions impériales, Bush se fait messianique pour expliquer l'incalculable contribution américaine au progrès de l'humanité.

Bush est en réalité comparable à Ronald Reagan – ce qui explique d'ailleurs son succès relatif auprès des Américains. Une majorité d'entre eux, intuitivement, adhère à ce style de président, plus simple, bien davantage qu'au style Carter, Clinton voire Bush père, trop élaboré. Il faut ajouter que W. Bush plaît aux médias américains : aussi le message qu'il véhicule convainc-t-il d'autant plus. D'ailleurs, en ce début de conflit, la popularité de ce président remonte, indiquant bien que la crise diplomatique au sein du Conseil de sécurité n'a en rien entamé l'appui des Américains, au contraire.

En période de crise, traditionnellement, les Américains se rallient aux décisions de leur président ; cette fois encore, ils ne feront pas exception. Si l'opinion publique aux États-Unis était, à bien des égards divisée face

aux perspectives de guerre (la moitié des Américains était opposée à une intervention militaire sans l'aval de l'ONU), la guerre, une fois enclenchée, reçoit à court terme le soutien d'une forte majorité. C'est là un réflexe patriotique traditionnel. La pérennité de cet appui dépendra ensuite de la conduite de la guerre, des pertes américaines et de l'éventuel emploi d'armes biologiques ou chimiques. Si, dans le pire des cas, la garde républicaine utilisait de telles armes, l'effet de ralliement de l'opinion publique serait alors décevant et Bush absout de toute critique pour avoir artificiellement gonflé cette menace et légitimé l'invasion de l'Irak.

La campagne militaire en Irak veut répéter, de façon à la fois plus spectaculaire et plus dangereuse, l'invasion du Panama en 1989, laquelle avait conduit au renversement du dictateur Noriega en 14 jours. Le même scénario, d'une victoire sans combat, est espéré – appliquant ainsi la philosophie vieille de 2000 ans du stratège Sun Tse pour qui, obtenir la victoire sans engagement militaire, représentait toujours la stratégie optimale. La capitulation sans combat permet aussi de prendre et de conserver intact l'État défait.

Les incertitudes cependant demeurent. La garde républicaine de Saddam Hussein voudra et pourra peut-être véritablement combattre l'envahisseur américain, et on ne sait si elle fera usage d'armes bactériologiques ou chimiques, ou si elle mettra feu aux puits de pétrole. La stratégie américaine repose sur des opérations de décapitation, de précision et des manœuvres uniques extrêmement sophistiquées. Malgré leur grande technicité, il paraît difficile que ces opérations puissent entièrement éviter les bavures et les

traumatismes infligés à la société et à la population irakiennes. On peut redouter – mais nul ne peut prédire l'issue de la guerre – que l'invasion américaine impose très vite la mise en place d'une gigantesque opération humanitaire et de rétablissement de l'ordre. Les soldats devront alors revêtir simultanément leurs casques verts mais aussi leurs casques bleus ! Or, cette dimension humanitaire constituera un défi de taille, exigeant une coopération multilatérale et onusienne, pour l'instant insuffisamment planifiée.

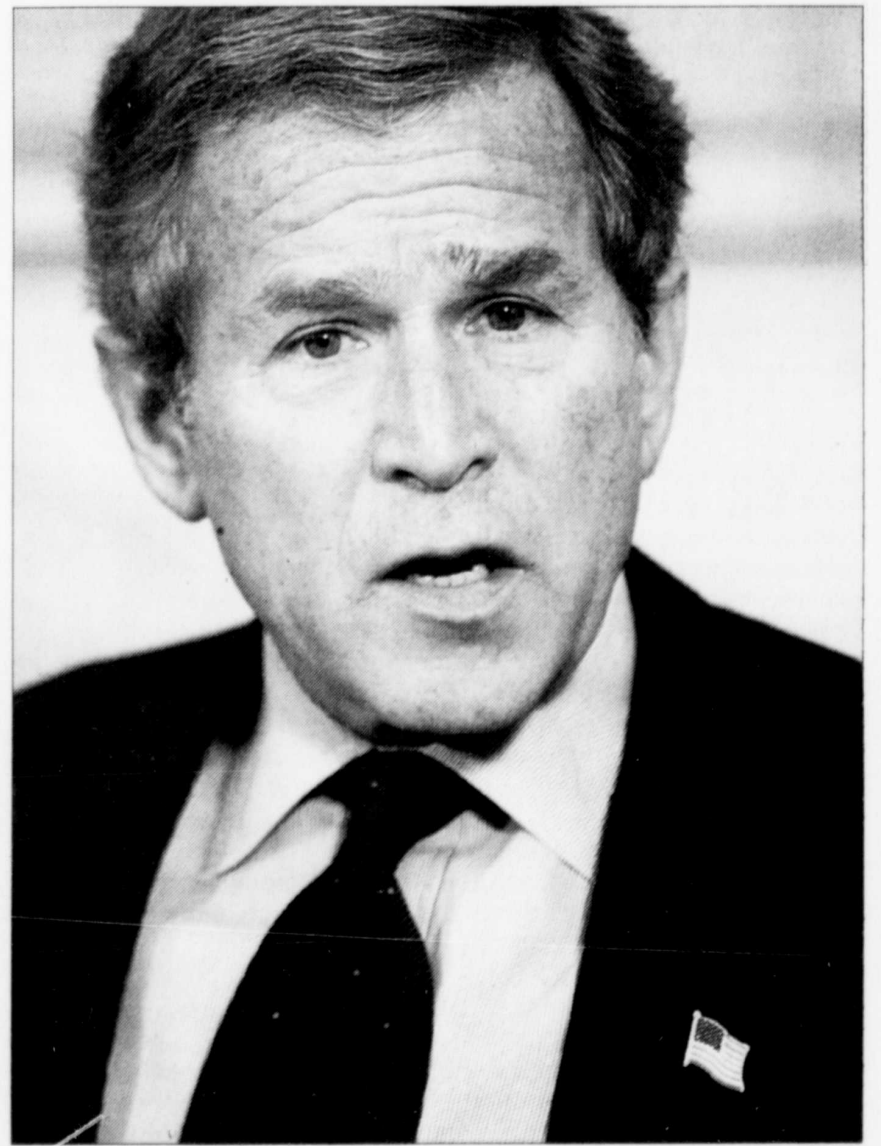
Cette guerre, dite de « libération », est assortie de promesses de transformer l'Irak et de le mener sur la voie du progrès démocratique, à l'instar du Japon et de l'Allemagne à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. C'est là une ambition qui pourrait conduire les Américains, s'ils tiennent parole, à devenir un colonisateur nouveau genre au Moyen-Orient – et n'est-ce pas là une autre forme de recul ? La tâche, pour peu qu'on veuille la mener à bien, est de grande ampleur. Le remodelage, la restructuration de l'État, passera sans doute par la mise en place d'une forme de protectorat, sous contrôle américain, à l'image du cas japonais ou allemand.

On ne pourra cependant ignorer l'absence d'une opposition monolithique actuellement en Irak et, donc, le potentiel constant de guerres civiles. On en connaît pourtant les risques ; il suffit de rappeler la grande fragilité des sociétés bosniaque, kosovar et afghane ou l'embrasement de la situation somalienne. On ne pourra non plus négliger les risques de déstabilisation dans les États voisins tels que la Turquie, la Jordanie ou l'Iran, où les conséquences de l'intervention américaine se font déjà sentir. Les

États-Unis seront-ils encore là, dans 5 ou 10 ans, pour appuyer l'effort complexe de démocratisation en Irak ? Alors que cet effort durable et soutenu est indispensable, nombreux sont ceux, dont les Américains eux-mêmes, qui souhaitent un retrait rapide des troupes, une fois la guerre terminée ! Le combat pour la paix sera sans aucun doute plus ardu que la guerre destinée à renverser le régime totalitaire de Bagdad. À ce moment-là, alors, les États-Unis auront grandement besoin de l'ONU, car seule la coopération efficace entre tous les États permettra de rebâtir l'Irak et de poursuivre la lutte contre le terrorisme.

**Du leadership américain à l'arrogance de l'hyper-puissance, il n'y avait qu'un pas. Il est franchi**

Il y a là tout un paradoxe. Tandis que le droit international est bafoué, tandis que la structure onusienne est ignorée, tandis que les principes mêmes de la sécurité collective sont étouffés au pilori, l'après-Irak nécessite une collaboration étroite et accrue de la communauté internationale. Sera-t-elle là lorsque l'on aura besoin d'elle ? A plus court terme, c'est un autre problème tout aussi grave qu'occulte ces gesticulations meurtrières : la question nord-coréenne demeure sans réponse. Finalement, le choix et les suites de la guerre en Irak constituent peut-être un tournant plus significatif encore que celui du 11 septembre.



Tandis que Clinton aurait recherché un compromis, en se rendant si nécessaire en Europe, Bush préfère rester chez lui et regrouper ses fidèles autour de lui.

# L'Université Laval

AU CŒUR DE VOTRE QUOTIDIEN



## L'EXCELLENCE RECONNUE

L'Université et ses étudiants rayonnent sur les scènes régionale et nationale

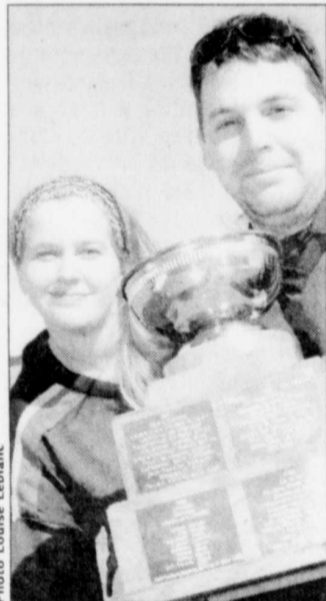
L'apport de l'Université Laval à la société et les performances de ses étudiants ont été reconnus à nouveau au cours des dernières semaines. Ainsi, les étudiants et les étudiantes de la Faculté des sciences infirmières ont enlevé récemment les grands honneurs des Jeux infirmiers/Nursing Games 2003, qui avaient lieu à l'Université d'Ottawa. Pendant deux jours, les 28 février et 1<sup>er</sup> mars, les 30 représentants de l'Université Laval ont dû se mesurer à des équipes provenant des facultés ou des écoles de sciences infirmières des universités d'Ottawa, Laurentian et du Québec en Outaouais.



Une partie de l'équipe gagnante de l'Université Laval aux Jeux infirmiers 2003.



Michel Lambert, secrétaire-général associé du Bureau de la Capitale nationale, Michel Pigeon, recteur de l'Université Laval, récipiendaire du Fidèle Hommage, et Yves Boulet, président des Fidèles 2003.



Corinne Giguère, étudiante en droit, et Dominic Lapointe, étudiant en création littéraire, présentent la Coupe universitaire d'improvisation remportée par l'équipe de Laval.

### Champions d'impro

Les 8 et 9 mars, se déroulait, à l'Université de Montréal, le tournoi annuel opposant les universités francophones canadiennes dans l'art de l'improvisation théâtrale. C'est l'équipe représentant la Ligue universitaire d'improvisation (LUI) de l'Université Laval qui a remporté la prestigieuse Coupe universitaire d'improvisation (CUI), à la suite d'une finale remportée haut la main au compte de 10 à 6 sur la puissante équipe de Moncton. Les joueurs et joueuses de Laval n'ont pas eu un parcours facile puisqu'ils ont risqué l'élimination face à leur rivale de toujours en improvisation, l'UQAM. C'est en prolongation que Laval a réussi à atteindre la grande finale.

### Un Fidèle «Hommage»

«Pour la richesse de son vécu et son avenir prometteur», le Fidèle «Hommage» 2003 a été décerné à l'Université Laval, le 13 mars, par la Chambre de commerce régionale des entrepreneurs de Québec (CCREQ), lors du 20<sup>e</sup> Gala des Fidèles qui avait lieu au Centre des congrès de Québec. C'est le ministre délégué responsable de la région de la Capitale nationale, Rosaire Bertrand, qui a remis le trophée au recteur Michel Pigeon. «La Chambre de commerce régionale des entrepreneurs de Québec est très fière de rendre hommage à cette institution implantée au cœur de la Capitale nationale et qui compte parmi les grandes universités canadiennes, a souligné la CCREQ. L'Université Laval a exercé et exerce toujours une influence fascinante au sein de sa région et de tout le Québec. Ce lieu par excellence d'études et de recherche pousse à une réflexion constructive sur les grands enjeux auxquels nos sociétés doivent faire face en ce début de troisième millénaire. L'exceptionnelle contribution de l'Université Laval en fait une institution reconnue pour l'excellence de la formation qu'elle offre, les recherches qu'elle poursuit et les services qu'elle rend à la collectivité. La réalisation des Grandes Fêtes de l'Université Laval témoigne de l'importance remarquable de cette institution en Amérique.»

## Vitrine étudiante, du 26 au 28 mars

La quatrième édition de La Vitrine étudiante, un événement de valorisation organisé par la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), aura lieu du 26 au 28 mars, dans le complexe des pavillons Alphonse-Desjardins et Maurice-Pollack. «La Vitrine étudiante met en lumière les réalisations de tous les secteurs d'études, les projets élaborés à l'intérieur des cours ainsi que les initiatives complémentaires aux programmes d'études», explique Majorie Desrosiers, directrice générale de la Vitrine.

La Vitrine s'articulera, cette année, autour de trois volets. L'exposition proprement dite, immense salle de montre sur la richesse et la diversité de la créativité étudiante, s'étalera deux jours durant dans l'agora du pavillon Alphonse-Desjardins, les 26 et 27 mars. Le cabaret-spectacle «Voix de scène» constitue le second volet de la Vitrine. Celui-ci transformera le Grand Salon du pavillon Maurice-Pollack en salle de spectacle où musiciens, comédiens, danseurs et poètes, tous étudiants et toutes étudiantes de l'Université, se feront découvrir... le temps d'un bref passage sous les feux de la rampe, le 26 mars en soirée. Les organisateurs de La Vitrine étudiante repprennent, par ailleurs, la très heureuse initiative d'un troisième volet consacré aux «Jeux Inter-Facultaires», qui dureront trois jours. Ainsi, les 26, 27 et 28 mars, des équipes des 16 facultés se mesureront, ici et là sur le campus, dans des compétitions artistiques, intellectuelles, sociales et sportives. Pour information: www.lavitrineetudiante.com.



«Êtes-vous dans le vent?»

## Pôle santé pour l'Est du Québec

La Faculté de médecine est la première au Canada pour la formation de praticiens qui s'installent en région

Le recteur Michel Pigeon, s'est dit très satisfait de l'annonce faite le 12 mars, dans le cadre du dernier budget du gouvernement du Québec, qui va permettre de consolider le Pôle Santé pour l'Est du Québec dans la Capitale nationale, autour du pavillon Ferdinand-Vandry et de sa Faculté de médecine. «L'impact économique d'un tel pôle est considérable. Il permettra de faire face à l'augmentation du nombre d'étudiants en sciences de la santé, d'attirer des scientifiques de haut calibre en plus de contribuer, notamment par la création d'entreprises dérivées ou la tenue de colloques, à la vitalité économique et au rayonnement de la ville et de la région», a déclaré Michel Pigeon.

Par cet investissement, la vice-première ministre et ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche, Pauline Marois, permet d'agrandir et de rénover le pavillon Ferdinand-Vandry - datant de 1957 - pour y loger les programmes de médecine, de pharmacie, de sciences infirmières, de réadaptation; les programmes de maîtrise et de doctorat ainsi que les services à la recherche en santé. Par cette assise physique renouvelée et comptant aussi sur un réinvestissement dans les programmes pour supporter l'enseignement, l'Université Laval pourra assurer la formation et le perfectionnement des professionnels de la santé pour les régions, en

**Le Pôle Santé pour l'Est du Québec regroupe à l'Université Laval plus de 450 professeurs et chercheurs, environ 2 000 professionnels de recherche et des centaines d'étudiants gradués venant des quatre coins du monde**

association avec celles-ci. La Faculté de médecine de l'Université Laval est d'ailleurs la première au Canada pour la formation de médecins qui s'installent en région rurale. Ceci est aussi vrai pour les autres disciplines de la santé. Toutes les études démontrent qu'au Québec, c'est l'Université Laval qui forme les professionnels de la santé pour l'Est de la province.

Ainsi, l'Université pourra développer ses antennes en région pour maintenir les stages actuels et implanter le profil de formation médicale en région élaboré par la Faculté de médecine. La formation continue et le support à la recherche qui seront offerts aux médecins et professionnels de la santé à partir des moyens technologiques et des ressources logées au pavillon Ferdinand-Vandry accentueront le rayonnement de Québec en tant que Capitale nationale, en plus de contribuer à la rétention des professionnels en région.



L'apport gouvernemental aidera l'Université Laval à assurer la formation et le perfectionnement des professionnels et professionnelles de la santé pour les régions, en association avec celles-ci.

«Cette annonce s'avère extrêmement louable dans un contexte où des besoins criants se font sentir pour répondre aux multiples attentes en santé», a tenu à souligner le recteur de l'Université Laval. En médecine, les admissions ont augmenté de 64% depuis 1999 et de 27% en pharmacie. En sciences infirmières, elles ont plus que doublé depuis l'automne 2000, passant de 60 à 150 en formation initiale; l'implantation du continuum DEC-Bac dans ce domaine va faire tripler, et même plus, le nombre d'étudiants.

### Des effectifs imposants

Le Pôle Santé pour l'Est du Québec regroupe à l'Université Laval plus de 450 professeurs et chercheurs ainsi qu'environ 2 000 professionnels de recherche et des centaines d'étudiants gradués venant des quatre coins du monde. Il regroupe aussi ses facultés de médecine dentaire, de sciences infirmières, de pharmacie, son programme de nutrition à la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation (FSAA) et surtout sa Faculté de médecine. Cette dernière regroupe 32 programmes de spécialisation médicale ainsi que les programmes d'ergothérapie, de physiothérapie et d'orthophonie, un

réseau d'établissements affiliés (CHUQ, CHAUQ, Centre hospitalier Robert-Giffard, Hôpital Laval, Hôtel-Dieu de Lévis, CLSC Haute-ville-des-rivières, Institut de réadaptation en déficience physique de Québec, Centre jeunesse de Québec) et les quelque 300 milieux de stage collaborateurs dans toutes les régions de l'Est du Québec, et de plusieurs régions du centre et du Nord du Québec.

Le Pôle Santé comprend également onze centres de recherche universitaire, sur le campus et hors campus, une trentaine de fonds dédiés au support à la recherche, des chaires de recherche du Canada (onze à ce jour), une gamme étendue de programmes de maîtrise et de doctorat en sciences fondamentales, en sciences appliquées et en sciences humaines associées à la santé, des espaces comme l'Institut des nutraceutiques et des aliments fonctionnels (INAF) et des services comme le centre de bio-informatique, la plate-forme de génomique, les laboratoires spécialisés du pavillon Charles-Eugène Marchand et autres. À cela, il faut ajouter des secteurs multidisciplinaires en pleine expansion comme la biophotonique, la neurophotonique et les nouveaux matériaux.

## Salon de la forêt aux Galeries de la Capitale

La 34<sup>e</sup> Semaine des sciences forestières est en cours depuis le 10 mars. Cet événement d'envergure et unique dans le monde forestier québécois est entièrement organisé par une centaine d'étudiants et d'étudiantes de foresterie de l'Université Laval. Le Salon de la forêt, la principale activité de la Semaine, a lieu sur la patinoire du centre récréatif du centre commercial Les Galeries de la Capitale, à Québec. Cette vingt-cinquième édition du Salon se déroule jusqu'à demain, 23 mars.

Le Salon de la forêt est l'un des plus importants événements sur la foresterie au Québec. Bon an mal an, il attire de 15 000 à 20 000 visiteurs et visiteuses. Le Salon se veut un moyen de vulgarisation et de communication. Il vise à faire découvrir et à promouvoir auprès du grand public, des étudiants et des intervenants forestiers, l'importance des différentes facettes de l'activité humaine en forêt (exploitation industrielle, villégiature, recherche scientifique, etc.). La programmation comprend, entre autres, un tirage (plus gros que jamais pour célébrer la 25<sup>e</sup> édition du Salon), de l'animation sur scène et des compétitions de jeux forestiers. De la machinerie forestière se trouve sur place. Tout comme l'an dernier, des visites animées sont offertes aux groupes scolaires. Le Salon est ouvert de 9 h à 17 h, aujourd'hui et demain.



Le Salon de la forêt se tient aux Galeries de la Capitale jusqu'au 23 mars.

# Campus express

## CASINO-COCKTAIL



Les associations étudiantes de la Faculté des sciences de l'administration organisent, le 26 mars prochain à 17 h 30, la troisième édition du Casino-Cocktail, qui se tiendra à la Terrasse FIÉSA du pavillon Palasis-Prince. Ce casino est une occasion unique de réunir les gens d'affaires, les étudiants ainsi que les membres de la direction et du corps professoral de la Faculté. Cet événement consiste à faciliter l'émergence d'un réseau de contacts et établir un rapprochement entre une centaine d'étudiants et une centaine de membres de la communauté d'affaires de la région de Québec. Les personnes intéressées peuvent se procurer des billets au bureau de l'AESAL situé au local 0341 du pavillon Palasis-Prince. Le coût des billets est de 30 \$ pour les gens d'affaires et de 20 \$ pour les étudiants.

## HÉBERGEMENT EN MILIEU FRANCOPHONE

L'École des langues vivantes recherche des personnes ou des familles désireuses d'héberger les étudiants non francophones inscrits dans les programmes de français langue étrangère ou seconde, durant la session d'été 2003. La première période de cours aura lieu du 12 mai au 13 juin et la seconde, du 7 juillet au 8 août. Les demeures situées près du campus universitaire sont privilégiées. Différents types d'hébergement sont possibles (avec ou sans repas). Pour en connaître davantage sur les modalités d'inscription et la rémunération offerte, veuillez contacter Anne Loiselle, au numéro 656-5204 jusqu'au 28 mars et au numéro 656-2703 après cette date. Vous pouvez aussi communiquer avec l'ÉLAV par courriel, à l'adresse suivante: [hebergement.fle@elav.ulaval.ca](mailto:hebergement.fle@elav.ulaval.ca).



Monologue avec le diable

## LE DIABLE EN SOI

La troupe Les Treize présente *Monologue avec le diable* de Stéphane et Henri Lamontagne, au Théâtre de poche du pavillon Alphonse-Desjardins, les 27, 28, 29 et 30 mars. *Monologue avec le diable*, c'est l'histoire du combat intérieur d'un riche retraité qui réalise qu'il n'a jamais connu le bonheur et qui entreprend une sincère et profonde réflexion au moment où un obstacle majeur se dresse devant lui: lui-même, qui ne s'est jamais préoccupé du sens véritable de la vie. Suivra-t-il cet élan du cœur trop longtemps comprimé? Saura-t-il résister aux coups de ses défauts ayant pris forme humaine? Et comment se

soldera ce combat que chaque être humain doit entreprendre un jour ou l'autre pour son propre salut? Les billets sont en vente au coût de 8 \$ (10 \$ à l'entrée) au Bureau des activités socioculturelles, local 2344, pavillon Alphonse-Desjardins.

## CONFÉRENCE SUR LES ATR

Dans le cadre du programme de certificat en gestion du développement touristique, la Faculté des sciences de l'administration reçoit, le 28 mars, Jocelyn Carrier, président d'ATR associées du Québec. Intitulée «Les Associations touristiques régionales (ATR): au cœur du développement touristique», cette conférence aura lieu à 13 h 30, à l'amphithéâtre IBM (salle 0610) du pavillon Palasis-Prince. Président du conseil d'administration des ATR associées du Québec depuis juin 2001, Jocelyn Carrier assume également la présidence de Tourisme Abitibi-Témiscamingue, qu'il dirige depuis 1998. Renseignements: <http://www.fsa.ulaval.ca/tourisme/>.



Jocelyn Carrier

## ESPOIRS ET ALTERNATIVES EN HAÏTI

Le groupe Développement et Paix du Bureau d'animation religieuse invite la communauté universitaire à une conférence du journaliste haïtien Joseph Georges, intitulée: «Espoirs et alternatives à Haïti: la radio communautaire comme outil d'éducation populaire et d'accès à la démocratie», le mardi 25 mars, à 12 h, au local 0581 du pavillon Ernest-Lemieux. Joseph Georges a été journaliste à Radio-Soleil et est présentement directeur de la Société d'animation en communication sociale (SAKS). Son témoignage permettra de mieux saisir le contexte sociopolitique dans lequel œuvrent les journalistes haïtiens engagés dans leur communauté. Il parlera aussi des efforts entrepris pour que la population des régions, même les plus isolées, ait accès à une information véridique et qui reflète leur réalité.

## SOIRÉE VIENNOISE

L'Orchestre de chambre MEDissimo, composé des étudiants en médecine de l'Université Laval, présente le concert *Soirée Viennoise* au profit du Camp pour enfants diabétiques de l'Est du Québec (CEDEQ). Cette soirée aura lieu le samedi 29 mars à 20 h et une supplémentaire à été ajoutée le dimanche 30 mars à 14 h. Les représentations se tiendront à la Salle André-Asselin du Collège Mérici, 755, chemin Saint-Louis, Québec. Un merveilleux voyage par le plaisir des sens: de la musique viennoise pour les oreilles, des images de l'Autriche pour les yeux, le tout ponctué de commentaires historiques et culturels. L'admission générale est au coût de 15 \$ (12 ans et moins: 10 \$) et inclut un goûter viennois à la fin du concert. Les billets sont disponibles au Bureau des activités socioculturelles de l'Université Laval, local 2344, pavillon Alphonse-Desjardins, téléphone: 656-2765 et au bureau du CEDEQ, 11, rue Crémazie Est, Québec (523-6159). Renseignements: [medissimo@hotmail.com](mailto:medissimo@hotmail.com).

## GESTUEL

La Troupe de danse Gestuel de l'Université Laval présente son spectacle annuel, [dàs], les 28 et 29 mars à 20 h au Théâtre de la Cité universitaire, pavillon Palasis-Prince. Le spectacle de cette année permet à une trentaine de passionnés de la danse, provenant d'une variété de champs d'études, d'exprimer leur talent. Ces danseurs et danseuses ont préparé une douzaine de chorégraphies de styles variés, principalement inspirées des danses modernes et contemporaines, sur des musiques de Tom Waits, Jacques Brel, Temple of sound, Jon Brion, Violaine Corradi et bien d'autres. Également, trois danses chorégraphiées par des professeurs diplômés de l'École de danse de Québec, Rosalie Trudel et Arielle Warnke St-Pierre, seront interprétées par des membres de la troupe. Les billets sont en vente au coût de 8 \$ au Bureau des activités socioculturelles, local 2344, pavillon Alphonse-Desjardins (10 \$ à l'entrée). Information: 656-2765 ou [katia.bilodeau@agora.ulaval.ca](mailto:katia.bilodeau@agora.ulaval.ca).



Gestuel

Le contenu de ces pages est produit et édité par le Service des communications de l'Université Laval. Visitez Alérion, le site Web de l'Université Laval, à l'adresse suivante: <http://www.ulaval.ca>



Aujourd'hui Québec, demain le monde.

# RETOUR AUX SOURCES

Maintenant retraitée, la juge Claire L'Heureux-Dubé revient à son «alma mater» comme juge en résidence

En janvier dernier, la Faculté de droit a accueilli l'ex-juge de la Cour suprême Claire L'Heureux-Dubé comme juge en résidence. Après un demi-siècle de pratique du droit comme avocate, ensuite comme juge à la Cour supérieure, puis à la Cour d'appel, et enfin à la Cour suprême, Claire L'Heureux-Dubé est revenue dans sa ville natale de Québec pour d'une retraite bien méritée. À la Cour suprême, où elle a siégé 15 ans, elle a émis des opinions souvent dissidentes qui, dans bien des cas, ont fini par être adoptées par la Cour. «Une opinion dissidente est une chose importante et positive, affirme-t-elle. Cela demande un peu de courage, mais cela permet au droit d'évoluer et aux avocats d'avoir des arguments pour faire avancer le droit.»

## Un poste honorifique

Pour les deux prochaines années, Claire L'Heureux-Dubé mettra sa vaste expérience et ses connaissances étendues au service des étudiants et des étudiants de droit, et ce, sans entente formelle ni contrat quelconque entre les parties. «L'Université a créé ce poste honorifique



Claire L'Heureux-Dubé: «Pour moi, les jeunes représentent l'avenir, ils sont enthousiastes, ils veulent changer le monde.»

parce que je suis une diplômée de Laval (1951) et parce que les universités aiment avoir une présence de cette nature, explique-t-elle. Par ailleurs, un juge qui prend sa retraite aime en général se retrouver dans un milieu juridique.»

Selon elle, le fait d'être en contact avec des étudiants et des étudiantes rendait particulièrement intéressante la proposition de la Faculté. «Pour moi, dit-elle, les jeunes représentent l'avenir, ils sont enthousiastes, ils veulent changer le monde. C'est merveilleux à 75 ans de se retrouver dans ce milieu et de laisser ma porte ouverte à ceux et celles qui voudront bien venir me parler.» Comment entrevoit-elle sa tâche? «Mon rôle n'est pas encore défini de façon parfaite, répond-elle, mais j'ai comme projet de m'impliquer dans le milieu universitaire. Je donnerai peut-être quelques cours à l'occasion. On me dit que les étudiants et les professeurs sont très occupés, de telle sorte que les premiers n'ont pas réellement quelqu'un à qui se confier sur ce qu'ils vivent. Peut-être serai-je ce quelqu'un.»

YVON LAROSE

# Attraction à Paris

Les étudiants en génie agroalimentaire ont présenté le mini-tracteur ULTrac 2002 au Salon international de la machinerie agricole

Après avoir remporté le concours international de tirs de mini-tracteurs de l'American Society of Agricultural Engineers à Moline, en Illinois, en juin 2002, nous nous sommes dit que ce serait plaisant de présenter notre tracteur au Salon international de la machinerie agricole (SIMA) de Paris, raconte Luc D'Amours, étudiant au baccalauréat en génie agroenvironnemental. C'est le plus grand salon du genre au monde, c'est comme la référence en machinerie agricole. Les fabricants sont tous là et il y a beaucoup de visiteurs de l'étranger parmi les 200 000 visiteurs.»

Ainsi fut dit, ainsi fut fait. Du 23 au 27 février dernier, Luc D'Amours et six autres étudiants au bac en génie agroenvironnemental, tous membres de l'équipe ULTrac 2002, étaient au SIMA.

«Les gens étaient surpris que l'on vienne d'aussi loin et certains étaient même désireux d'établir des liens avec des chercheurs de Laval», indique Luc D'Amours, co-responsable du design du mini-tracteur et organisateur du voyage à Paris. «Des représentants de fabricants français de machinerie agricole étaient particulièrement surpris de voir que des étudiants aient réalisé un projet comme le nôtre. Dans leur pays, le système d'éducation est tel que l'on commence à réaliser des choses de niveau professionnel qu'une fois rendu sur le marché du travail.»



Au SIMA de Paris, en février dernier: Hélène Bernard, Luc D'Amours, Frédéric Lavoie et François Lantagne, ainsi que le mini-tracteur qui a permis, l'an dernier, à l'équipe ULTrac de remporter les grands honneurs au concours international de tirs de mini-tracteurs de l'American Society of Agricultural Engineers.

## Un bon samaritain et de généreux donateurs

La participation des étudiants de Laval au SIMA ne s'est pas faite sans peine. Comme il était hors de question de louer un stand, en raison des coûts exorbitants, il a fallu trouver un exposant qui accepterait de céder aux étudiants une partie de son espace. Le financement du voyage s'est élevé à 20 000 \$. L'argent est venu de multiples sources, dont le Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies, de fabricants de machinerie agricole, de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, du Bulletin

des agriculteurs et même de certains professeurs de Laval.

À Paris, les étudiants de Laval ont reçu plusieurs invitations à exposer leur mini-tracteur gagnant, entre autres en Allemagne. Pour le moment, ils prévoient se rendre à Las Vegas, en juillet, au Congrès mondial de génie rural. Entre temps, ils mettent la dernière main à un nouveau mini-tracteur puisqu'ils retourneront ce printemps aux États-Unis défendre leur titre face à une trentaine d'équipes nord-américaines, et une d'Angleterre.

YVON LAROSE

## ARTS VISUELS

# Mars de la maîtrise

Des finissants en arts visuels affichent leur «différence»

À quelques exceptions près, la dizaine d'étudiants et d'étudiantes à la maîtrise en arts visuels qui exposent présentement leurs travaux dans le cadre de l'événement «Mars de la maîtrise» proposent des œuvres en deux dimensions, alors que depuis de nombreuses années, les finissants de ce programme montraient surtout au public des sculptures et des installations. Intitulée «Différence», cette exposition se veut une réunion de créateurs, et surtout de créatrices, poursuivant leur propre quête. Les œuvres présentées à la Galerie des arts visuels reflètent donc cette diversité de parcours, qui correspond bien à la réalité solitaire de la recherche en maîtrise.

Lucie Hamel, comme Alexandra Caron, travaille sur le détournement d'objets de leur utilisation usuelle. Dans la galerie, une valise verte intrigante suscite la curiosité du public. Impossible de l'ouvrir, mais on peut très bien, par contre, jeter un coup d'œil à l'intérieur et découvrir un paysage grâce à une lentille appropriée.



Paule Genest et son œuvre Ensevelissement

À quelques pas, Alexandra Caron opère aussi un glissement de sens avec la petite armoire de bois qu'elle a fabriquée en s'inspirant des modèles anciens. Au lieu d'abriter des chaussettes ou des sous-vêtements, ce meuble de rangement contient des estampes. «Je travaille à partir des photos anciennes de ma famille, explique la jeune fille. Je les transforme numériquement, puis par sérigraphie, j'utilise aussi l'impression par eaux fortes pour donner l'impression du temps qui passe.» Cette vision du temps qui s'accumule en couches successives se retrouve aussi sur les toiles très colorées de Thérèse Guy, qui travaille sur l'identité fragmentée. «Sur ma toile, des images actuelles coexistent avec des images du Moyen Âge comme une série de transparents, précise cette artiste qui a longtemps travaillé le verre.

## D'hier à demain

Plusieurs des étudiants et étudiantes à la maîtrise utilisent d'ailleurs ces nouvelles technologies, mais en gardant un lien avec le passé. Louise Néron a cherché pendant plusieurs mois, par exemple, le support de toile aérien capable d'accueillir son



Louise Néron utilise l'image numérique pour réanimer les façades d'hier.



Une œuvre de Thérèse Guy

office de la Fabrique, 255, boul. Charest Est. Les heures d'ouverture sont du mercredi au vendredi de 9 h 30 à 16 h 30 et les samedis et dimanches, de 13 h à 17 h.

PASCAL GUÉRICOLAS

**AUCUN PAIEMENT  
AVANT 6 MOIS**  
sur toutes les  
Mazda neuves\*\*

**PLUS 0%**  
de financement  
à l'achat†

# LE GRAND ÉVÉNEMENT DU PRINTEMPS



vroom-vroom



De nouveau  
« Le meilleur achat de sa catégorie »  
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval

Modèle ES-GT illustré

## Mazda Protegé SE 2003

OU Louez à partir de

**179\$**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS\*  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS  
COMPTANT INITIAL DE 2 100\$

PLUS  
**0\$** dépôt de sécurité

• Banquette arrière à dossier 60/40 rabattable et verrouillable • Radio AM/FM stéréo avec lecteur de CD • Volant inclinable • Essuie-glace à balayage intermittent • Deux coussins de sécurité avant à action atténuée • Console centrale • Bouches de chauffage aux places arrière • Barres stabilisatrices avant et arrière • Roues de 14 po avec enjoliveurs intégraux • Moteur de 2 L et 130 ch (disponible sur les LX et ES) • Et plus de 60 caractéristiques de série

Les Protegé et Protegé5,  
les plus vendues au Québec depuis 2 ans.†



Meilleur achat  
Carguide 2003



« Le meilleur achat de sa catégorie »  
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval

## Mazda Protegé5 2003

OU Louez à partir de

**237\$**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS\*  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS  
COMPTANT INITIAL DE 2 100\$

• Moteur 4 cyl. de 2 L à DACT et 130 ch • Roues redessinées de 16 po en alliage • Radio AM/FM stéréo avec lecteur de CD • Groupe GFX • Régulateur de vitesse • Phares antibrouillards de style sport • Freins antiblocage avec système de répartition de freinage électronique • Console centrale • Banquette arrière 60/40 • Deux coussins de sécurité avant à action atténuée • Sièges en tissu de type sport • Glaces à commande électrique et téléverrouillage • Indicateurs de tableau de bord argent • Nouvelle boîte automatique avec mode *sport* en option

« Coup de cœur »  
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval



Modèle GT-V6 GFX illustré

## Mazda6 GS-I4 2004

Louez à partir de

**295\$**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS\*  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS  
COMPTANT INITIAL DE 3 500\$

OU obtenez  
**4,9%**

de financement à l'achat  
jusqu'à 36 mois†

• Moteur de 2,3 L et 160 ch avec calage variable des soupapes • Boîte manuelle surmultipliée 5 vitesses de série • Freins antiblocage avec système de répartition de freinage électronique • Système antipatinage • Barres stabilisatrices avant et arrière • Radio AM/FM avec lecteur de CD • Rétroviseurs extérieurs chauffants • Climatiseur • Téléverrouillage • Antidémarrage • Banquette arrière à dossier 60/40 rabattable avec leviers de dégagement rapide • Et plus de 100 caractéristiques de série



« La Mazda Miata... en tête des cabriolets  
les plus populaires de l'histoire »  
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval

## Mazda Miata MX-5 2003

OU Louez à partir de

**345\$**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS\*  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS  
COMPTANT INITIAL DE 2 995\$

• Roues de 15 po en alliage • Radio AM/FM avec lecteur de CD • Serrures, glaces et rétroviseurs à commande électrique • Phares antibrouillards • Deux coussins de sécurité avant • Volant à 3 rayons, gainé de cuir NARDI<sup>MD</sup> • Antidémarrage/système antivol



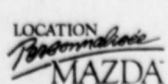
NOTRE ENGAGEMENT VOUS CERTIFIE QUE VOTRE NOUVELLE MAZDA EST INSPECTÉE, REÇOIT DES PROTÈGE-TAPIS ET UN PLEIN D'ESSENCE À LA LIVRAISON.  
GARANTIE LEADERSHIP MAZDA Garantie complète de 3 ans ou 80 000 km et de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur.  
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toute nouvelle Mazda.



**mazda**

www.mazda.ca

Les concessionnaires Mazda du Québec



INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS.

\* Rapports de l'IRI/MC 2001-2002.

† Financement à l'achat aux particuliers de 0% pour 24 mois sur les Mazda neuves 2003 (excluant les Protegé MazdaSpeed 2003 et les Mazda6 2004) consenti par l'entremise de la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. Autres taux et termes de financement disponibles. † L'offre aux particuliers de « aucun paiement avant 6 mois » s'applique au financement à l'achat de toutes les Mazda neuves et débute à la date de livraison du véhicule à l'acheteur. Le nombre de mensualités choisi par le client n'est pas réduit mais reporté de 6 mois. Aucun intérêt pendant les premiers 150 jours. Après cette période, le montant du capital ainsi que les intérêts devront être payés en fonction du terme prévu du contrat. \* Taux de location personnelle Mazda: offres portant uniquement sur la location ou détail des Mazda Protegé SE 2003 (modèle 04KMS3800), des Mazda Protegé5 2003 (modèle 05TSS3800), des Mazda6 GS-I4 2004 (modèle 04DS4800) et des Mazda Miata MX-5 2003 (modèle L2RQ51900) neuves. Comptant initial ou échange équivalent, premier versement mensuel et dépôt de sécurité de 300\$ (Protegé5), de 350\$ (Mazda6) et de 400\$ (Miata) exigés. Aucun dépôt de sécurité sur toutes les berlines Protegé. Offres soumises à l'approbation de Crédit Mazda Canada inc. Limite de 80 000 km. Frais de 8¢ le km additionnel. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM) en sus.

Les modèles illustrés peuvent différer et sont utilisés à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 13 mars 2003.